

CONTRE UN POUVOIR ÉCOCIDE ET AUTORITAIRE



RÉSISTANCE!

Dossier

ICI ET AILLEURS, FAIRE
FACE À L'EXTRÊME
DROITE **Pages 6 et 7**

ÉDITO

La lutte pour les salaires
continue!
Page 2

PREMIER PLAN

Brésil. Lula III: un nouvel
espoir pour la gauche?
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. Menaces de violences
politiques à tous les étages
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Fabienne Lauret, ouvrière
établie à Renault Flins à partir de 1972
Page 12



édito

Par **FABIENCE DOLET**

La lutte pour les salaires continue!

La température reste élevée en ce début novembre, y compris la température sociale. Après l'échec de la journée de mobilisation interprofessionnelle sur les salaires du 27 octobre, appelée par la seule CGT, le gouvernement semble savourer l'accalmie. Pourtant, rien n'est joué! Macron peut croire avoir marqué des points lors de son heure de pédagogie télévisuelle paternaliste du 26 octobre, mais tout est encore possible... et nécessaire. Car lui et son gouvernement ne veulent pas contraindre les patrons ni instaurer l'indexation des salaires sur les prix. Il l'a rappelé: «*La France n'est pas une économie administrée*». Permettez qu'on en doute. Il n'est pas le président des riches pour rien. C'est bien en faveur des patrons que Macron administre l'économie en les laissant libres d'engranger toujours plus de dividendes. Et si la «boucle salaires-prix» en cas d'indexation des salaires sur les prix apparaît comme une menace, c'est bien pour leurs profits... Macron peut se vanter autant qu'il peut que l'inflation française soit inférieure à celle de nos voisins européens, autour de 6,2% contre 10,7% dans la zone euro, cela ne change rien au fait que les plus bas salaires ont augmenté entre 2008 et 2018 plus de deux fois moins vite (+ 3,2% contre + 6,9%) que les plus hauts salaires. Alors le bras de fer continue, pour obtenir le plus souvent une augmentation au moins équivalente à l'inflation: c'est le cas chez Geodis à Gennevilliers (voir p. 8), chez Montabert à Lyon (voir p. 9), chez Enedis à Noisy-le-Sec et La Courneuve, chez Blanc Aero Industries à Villefranche-de-Rouergue, chez Ardenay Barts à Ardenay, chez Safran à Caudebec-lès-Elbeuf, chez Sepro à La Roche-sur-Yon, chez Domidon à Caen (voir p. 9), au CASVP (voir l'*Anticapitaliste* n° 633)... Augmenter les salaires est une question de survie, une question vitale. Le Smic à 1800 euros, c'est le minimum pour vivre dignement aujourd'hui, pour se loger, se chauffer, se déplacer, se nourrir, se vêtir, se soigner. Alors, oui, la lutte pour les salaires continue. Et le 10 novembre, on sera plus chaud que le climat... si c'est possible!

BIEN DIT

Quand on est obligé, dans une majorité, d'utiliser un instrument aussi brutal [que le 49.3] pour un texte de loi aussi creux, ça sent la fin de règne.

BRUNO LE MAIRE, Public Sénat, 15 juin 2016.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

Passages en force répétés à l'Assemblée nationale avec le 49.3, interdictions de manifester, politique de la matraque: le gouvernement Macron poursuit sa fuite en avant autoritaire. En qualifiant les manifestantEs de Sainte-Soline d'«*écoterroristes*», Darmanin tente grossièrement, masquant le soutien du pouvoir à l'agro-business, de disqualifier les opposantEs pour justifier la violence contre eux. C'est la même logique que celle qui vise à traiter les raffineurs en grève de «*preneurs d'otages*», comme l'ont dit le président du Medef et la majorité des éditorialistes des grands médias.

Rompre avec le productivisme et le capitalisme

Gigantesques incendies de forêts, restrictions de l'usage de l'eau: l'été a été marqué par les lourds effets du réchauffement climatique, qui impacte des millions de personnes. Et c'est bien parce que l'urgence climatique et environnementale nécessite des mesures immédiates, en rupture avec le modèle productiviste capitaliste, que nous défendons la radicalité des actions, notamment les occupations de sites et le développement de collectifs de soutien. Et s'il faut désobéir face à des interdictions de manifester, ou se défendre face à la répression policière, nous en sommes et nous en serons!

Derrière les projets des méga-bassines, ce sont en réalité deux visions de l'agriculture et même deux visions du monde qui s'opposent. La FNSEA et les grands propriétaires terriens défendent le productivisme, les cultures intensives, le saccage des sols et des animaux. La ponction des nappes phréatiques nécessaire à ces piscines géantes accentue la pression sur les ressources en eau, nuit à la biodiversité et continue d'alimenter un modèle agro-industriel qui dévaste l'environnement, notamment avec la monoculture du maïs. Tout cela avec de l'argent public! Face à cela, il y a celles et ceux qui défendent la planète et l'intérêt général, considérant qu'une rupture avec le capitalisme productiviste est nécessaire: pour une agriculture biologique, respectueuse des sols, des nappes, des rivières, des humains et des animaux, autrement dit du vivant.

À la Une

CONTRE UN POUVOIR ÉCOCIDE ET AUTORITAIRE

Résistance!

En déployant plus d'un millier de policiers à Sainte-Soline pour voler au secours de l'agrobusiness et des projets écocides de méga-bassines, le gouvernement fait une nouvelle fois la démonstration de son caractère anti-écologique et anti-démocratique. Il y a urgence à stopper cette minorité de capitalistes qui s'approprie le bien commun et sacrifie l'environnement au détriment du plus grand nombre.



@LESSOULEVEMENTS

Macron et son gouvernement défendent dans leur discours la «sobriété» — pourtant indispensable — pour culpabiliser la population, mais ils refusent de s'en prendre aux grands groupes pétroliers, dont Total, qui persistent dans la poursuite de l'exploitation des combustibles fossiles afin de pomper toujours plus de profits. Ce sont eux les vrais éco-destructeurs!

Lier les combats écologiques et sociaux

La mobilisation contre les méga-bassines montre l'urgence de faire de l'eau un bien commun. C'est aussi un conflit de classe pour l'appropriation d'un bien commun et d'un territoire de production. L'appropriation privée de l'énergie, de l'eau, comme celle de l'ensemble

de la production, pose la question du partage des ressources et donc la nécessaire expropriation des capitalistes. Il faut enlever à ces derniers leurs capacités de nuisance, et sortir d'un système dans lequel les profits passent avant tout, y compris nos vies, la vie. Le dimanche 16 octobre, nous avons manifesté à Paris «contre la vie chère et l'inaction climatique». Produire moins mais mieux, et en travaillant moins: la lutte environnementale, en particulier contre le réchauffement climatique, est indissociable des questions sociales et démocratiques. Faire reculer le gouvernement et les grands patrons de l'agriculture productiviste constituerait un formidable encouragement pour l'ensemble des résistances, y compris

les luttes actuelles pour arracher des augmentations de salaires face à la rapacité des capitalistes. Nous n'avons rien à attendre de la future COP 27 qui sera avant tout une grande opération de communication, comme celles qui l'ont précédée. Comme cela fut le cas à Notre-Dame-des-Landes, c'est en prenant nos affaires en mains que nous pourrions réellement imposer des reculs à la bourgeoisie et à son personnel politique. Au-delà, comme le montre l'impact immédiat des grèves dans certains secteurs clés de l'économie et de la société, c'est notre camp social qui a la force pour rompre avec ce système et construire un monde où les besoins de la majorité et la préservation de la planète passent avant les intérêts de quelques-uns.

BRÉSIL Lula III: un nouvel espoir pour la gauche?

Un nouveau souffle pour la gauche brésilienne, qui va devoir rattraper le temps perdu, parce qu'il n'y aura pas de seconde chance.

est une succession de défaites pour le camp progressiste.

Nous battre pour garantir l'investiture de de Lula

La victoire est amère, car l'extrême droite s'est développée institutionnellement, en élisant des parlementaires et des gouverneurs, en plus du fait que Bolsonaro se voit consolidé comme le leader de l'opposition au niveau national. Désormais, nous devons nous battre pour garantir l'investiture de Lula, malgré la tentative de coup d'État de Bolsonaro. Une large fenêtre de défis et d'opportunités s'ouvrira alors, avec une ampleur et un contenu inédits depuis les Journées de juin 2013¹. Le plus grand de ces défis sera de faire face à l'opposition, composée

de politiciens professionnels issus des secteurs du Centrão et de l'extrême droite, influents et armés, et à un niveau de provocation jamais vu dans l'histoire de la Nouvelle République. Par conséquent, le premier défi de la gauche sera de garantir la présidence de Lula au cours des prochaines années, afin qu'il ne soit pas destitué par un coup d'État juridico-parlementaire, comme Dilma Rousseff (PT) en 2016, ou victime d'un coup d'État, voire d'une agression physique. La réalisation de ce défi est liée à l'espace politique que nous pourrions arracher à Lula durant l'exercice de son pouvoir et qui, dialectiquement, dynamisera une base sociale fatiguée, affamée, désabusée et sans emploi. Où pourrait aller un

mouvement de masse anti-système à gauche? En 2019, il y a eu le soulèvement des étudiants contre les politiques éducatives de Bolsonaro, et les mobilisations contre la destruction de l'Amazonie. En 2020, en pleine pandémie de Covid-19, les manifestations antifascistes du mouvement noir brésilien, des supporters organisés et des travailleurs ubérisés ont débouché sur des campagnes électorales plutôt victorieuses pour le camp progressiste. En 2022, nous avons eu une campagne électorale qui a permis d'élever les taux de vote pour Lula au premier et au second tour; lors de cette dernière étape, elle a permis de construire des noyaux de base, étant donné l'urgence de faire barrage à Bolsonaro, et d'élire Lula.

Un monde à changer

FRONTEX, AGENCE ANTI-MIGRANT-E-S

L'agence européenne Frontex aurait-elle fermé les yeux face à des refoulements de personnes migrantes dans les eaux grecques ? Oui, selon un rapport de l'OLAF, l'Office européen de Lutte antifraude. Le rapport était si préjudiciable lorsqu'il est sorti qu'il a été considéré comme classifié et n'a été présenté qu'à des membres sélectionnés de la commission parlementaire « Libertés civiles, justice et affaires intérieures » (LIBE), tandis que le public était tenu dans l'ignorance. Ce rapport vient d'être, fort heureusement, rendu public par la plateforme FragDenStaat, basée en Allemagne, en collaboration avec *Der Spiegel* et *Lighthouse Reports* (Pays-Bas). L'article du *Spiegel* est précis : « Le rapport est composé de 20 entretiens avec des témoins,

comprend des mois de travail d'enquête et remplit plus de 120 pages : L'Office européen de Lutte antifraude (OLAF) a été minutieux. Les enquêteurs ont fouillé les bureaux appartenant à l'équipe de direction de Fabrice Leggeri, alors chef de Frontex, et ils ont parcouru les e-mails et les messages WhatsApp. Le rapport de l'OLAF a conduit à la démission de Leggeri au printemps 2022. Mais ce que les enquêteurs ont découvert va bien au-delà des questions de responsabilité individuelle. Même s'il ne s'agissait pas de l'objet principal de l'enquête, le rapport expose sans relâche comment les gardes-frontières grecs en mer Égée abandonnent des réfugiés en mer sur des radeaux de sauvetage gonflables pour les empêcher d'exercer leur droit de demander l'asile. »

Frontex était informée dès les premières heures de ces « refoulements » vers la Turquie mais ses dirigeants ont fait le choix de fermer les yeux. C'est en substance ce qu'affirme le rapport de l'Olaf. Selon l'Office, des cadres de l'agence chargée des frontières extérieures de l'UE ont commis « des fautes graves », en ne signalant pas des refoulements de migrantEs de la part des gardes-frontières grecs. Ce rapport indique que, dans un cas, l'avion de l'agence de l'UE s'est volontairement éloigné d'une zone en mer Égée, pour ne pas être témoin d'un incident en cours. Le rapport pointe par ailleurs une multitude de manquements, face à l'arrivée de bateaux de fortune, souvent en provenance de Turquie.

Ces conclusions confirment les accusations de plusieurs ONG, qui pointaient depuis plusieurs années les errances de l'Union européenne et des pays adhérents dans la gestion de la crise migratoire, due notamment à la guerre en Syrie. **Freddy Mathieu**

SANTÉ Loi de financement de la Sécurité sociale 2023 : où est le scandale ?

Après le budget de l'État, c'est au tour du budget de la Sécurité sociale d'être adopté, sans vote, par le recours répété à l'article 49.3. Ce budget de 567 milliards d'euros (le budget de l'État est de 480 milliards) représente plus de 25 % de la richesse produite (PIB) et va donc s'appliquer par le coup de force autorisé par la Constitution gaulliste.

Coup de force et tour de vis sur la protection sociale

Macron, le gouvernement et leur minorité parlementaire, avec le relais de médias complaisants, tentent de détourner l'attention de ce scandale démocratique en organisant un contre-feu. Pour eux, le « scandale » résiderait dans le dépôt de motions de censure contre leur coup de force et dans les alliances « contre nature » entre « les extrêmes » auquel il donnerait lieu. Il faut donc revenir au fond, c'est-à-dire à ce que prépare ce budget pour l'année à venir. Au moment où le système de santé est exsangue, après deux ans de pandémie, à la fin de laquelle les soignantEs quittent en masse l'hôpital pour « sauver leur peau », quand une simple épidémie de bronchiolite a des effets catastrophiques sur la pédiatrie, quand les déserts

Le rejet des motions de censure à la suite de l'usage du 49.3 par le gouvernement, l'une portée par le RN (90 voix) et l'autre par La France insoumise (218 voix), a entraîné l'adoption du projet de loi de financement de la Sécurité sociale en première lecture, ce lundi 31 octobre. Un budget inadmissible pour un système de santé déjà exsangue.

médicaux s'étendent toujours plus, quand la maltraitance institutionnelle continue de sévir dans les Ehpad, le projet de la loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de 2023 organise un nouveau tour de vis sur l'ensemble de la protection sociale, à commencer par le système de santé.

Une hausse des dépenses de santé inférieure aux besoins

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, ce projet de loi va encore aggraver une situation déjà critique. L'augmentation des dépenses de santé prévue pour 2023 est de + 3,7 % (+ 4,1 % pour les dépenses hospitalières) quand il faudrait une hausse de + 4,4 % pour simplement maintenir le niveau actuel. Il sera donc impossible aux hôpitaux de commencer à former et à recruter le personnel dont ils ont absolument besoin pour survivre. Trois mille recrutements sont prévus en Ehpad sur les 50 000 promis par Macron ! Quant aux déserts médicaux les « solutions » annoncées par le Président auraient tout



DR

d'une mauvaise plaisanterie si le sujet n'était aussi grave. Sans rire, il préconise le maintien en activité des médecins libéraux en leur tendant la carotte de « ne pas payer de cotisations sociales nouvelles ». Il impose en même temps aux internes en médecine une quatrième année de formation pour servir de main-d'œuvre à bon marché dans les zones déficitaires, comme si ces mesurette dérisoires pouvaient remédier à la crise d'une médecine libérale à bout de souffle.

Main basse sur notre salaire socialisé

Le scandale, c'est d'abord le projet de la loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) lui-même

qui permet à l'État et au parlement de faire main basse sur cette partie de notre salaire que sont les cotisations sociales et de décider de son utilisation.

Le budget de la Sécurité sociale devrait, au contraire, être géré directement par les assuréEs sociaux et leurs éluEs, et non par un parlement antidémocratique qui ne les représente pas.

Le scandale, c'est qu'au sein même de ce parlement, une minorité puisse imposer sa politique antisociale.

Rejeter ce projet inamendable, chercher à renverser le gouvernement qui tente de l'imposer n'a rien de scandaleux. Ce n'est pas sur ce point que doit porter la critique des députéEs insoumis, mais plutôt sur le fait que ces éluEs se contentent d'un geste qui reste symbolique, sans réellement tracer la voie qui permette de s'opposer au pouvoir. Cette voie se trouve hors des institutions : le pouvoir de la mobilisation sociale, de la coordination des luttes, pour en finir avec Macron et sa politique. **J.C. Delavigne**



WIKIMEDIA COMMONS

La mobilisation de rue est nécessaire

La mobilisation du second tour, dans un style « tout ou rien », a pu offrir à la gauche l'opportunité de

se réorganiser à partir de secteurs démobilisés, mais qui ont vu dans la campagne pour Lula le moment de se regrouper, même temporairement. De ces groupes formés en

soutien au président élu, seule une partie restera active, mais si nous proposons un travail concret et ancré dans la réalité des territoires, il sera possible d'organiser ces personnes. Ces collectifs pourraient faire le lien entre les propositions les plus progressistes de Lula et les demandes locales, discutées pendant la campagne, et s'opposer aux gouvernements de droite et d'extrême droite qui surgissent partout au Brésil [au niveau des États].

Le nouveau président aura donc besoin de la mobilisation de la rue pour rester en fonction. Cependant, Lula est avant tout un gestionnaire du capitalisme brésilien. La manière dont il sera disposé à entrer en conflit avec la bourgeoisie qui soutient Bolsonaro — ou qui ne s'est pas ouvertement opposée à son gouvernement — est l'un des points névralgiques de la conjoncture à court et moyen terme.

Ne nous leurrions pas : cet espace ne nous sera pas offert sur un plateau. La résistance éventuelle de Lula et de son gouvernement aux questions posées par les luttes antiracistes, féministes, anti-LGBTIphobies, pour l'urgence climatique, et aux revendications économiques qui rentrent en conflit avec l'organisation sociale historique du Brésil, sera décisive. Le Centrão garantit des votes au Parlement, mais ne mobilise pas de larges secteurs ; l'extrême droite le fait, et nous pouvons le refaire. En tout cas, dimanche soir était une soirée de célébration du gouvernement Lula III, d'un nouvel espoir pour la gauche brésilienne.

Carlos N., membre de Insurgência, courant du PSOL

1 – Mobilisations de masse au Brésil, contre la vie chère, avec des manifestations et occupations dans au moins 350 villes (NdT).

Le chiffre

650 000

C'est le nombre de cochons qui pourront être entassés dans un bloc de béton de 26 étages construit à Ezhou, à proximité de Wuhan en Chine. Soit la plus grande porcherie industrielle du monde. Quatre autres élevages de ce type sont prévus à Ezhou, avec une capacité totale d'accueil de plus de trois millions de cochons.



Agenda

Samedi 5 novembre, concert de soutien aux inculpéEs du quai de Valmy, Montreuil. À partir de 14 h, à la Parole errante, rue François-Debergue à Montreuil.

Samedi 5 novembre, journée de la Catalogne nord, Perpignan. À 11 h, réunion-débat « Répression d'État contre les nations en lutte », place Rigaud. À 16 h, manifestation place de Catalogne. À 19 h, marche aux flambeaux, départ au pied du Castillet.

Mardi 8 novembre, Rencontre de La Brèche autour du livre « Parcours de Juifs antisionistes en France », Paris.

Avec Fagot et Jean-Guy Greilsamer de l'UJFP (Union juive française pour la paix), coauteurEs du livre. À 19 heures à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Jeudi 10 novembre, journée de grève et manifestations pour les salaires.

Lundi 14 novembre, Procès en appel de Gaël Quirante, Versailles. À 12 h, rassemblement de soutien devant la Cour d'appel de Versailles, 5 rue Carnot (voir p. 9).

NO COMMENT

Non, la SNSM n'a pas vocation à devenir SOS-Méditerranée. Son but premier est de sauver des vies en mer, et non d'aller y chercher toujours plus de migrants.

ALEXANDRA MASSON, députée RN, 31 octobre 2022.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaires de rédaction :
Fabienne Brifault, Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ISRAËL

Apartheid électoral

À l'occasion des élections en Israël (1^{er} novembre), l'ONG israélienne B'Tselem a mis en ligne un texte rappelant à quel point les Palestiniens d'Israël, même si elles et ils peuvent participer au scrutin, sont structurellement discriminés, y compris lors des élections.

Les quelque 1,7 million de Palestiniens ayant le statut de citoyen israélien peuvent, comme les citoyens juifs, participer aux élections générales. Ils peuvent voter pour leurs candidats, créer leurs propres partis ou rejoindre des partis existants. Cependant, leur participation politique est considérée comme illégitime depuis la création de l'État, ce qui s'accompagne de tentatives visant à leur restreindre, voire à leur refuser la possibilité d'une véritable représentation politique.



WIKIMEDIA COMMONS

Une présence illégitime ?

Le message est clair : la participation politique des citoyens palestiniens n'est pas, et ne doit pas être, égale à celle des citoyens juifs. Elle est souvent considérée comme une tentative de saper le monopole des citoyens juifs sur le pouvoir politique dans la région située entre le Jourdain et la mer Méditerranée. C'est la raison pour laquelle les résolutions de la Knesset qui sont adoptées grâce aux votes des députés palestiniens, et donc sans qu'il y ait une véritable majorité juive, sont largement considérées comme illégitimes. La participation politique des citoyens palestiniens est également limitée par la Loi fondamentale, Knesset, section 7a, adoptée en 2002, qui stipule qu'un candidat ou une liste de candidats peut se voir interdire de se présenter à la Knesset si ses actions ou ses objectifs incluent explicitement ou implicitement « la négation de l'existence de l'État d'Israël en tant qu'État juif et démocratique ». Le Comité central des élections — un organe composé de représentants de divers partis politiques — s'est appuyé à plusieurs reprises sur cette clause pour disqualifier les candidats et les listes palestiniennes, arguant que leur lutte civile pour une égalité totale viole la clause car elle nie l'existence d'Israël en tant qu'État juif.

« Nous ne leur donnerons pas l'égalité nationale »

Le message aux Palestiniens et à leurs candidats est clair : ne cherchez pas à obtenir la pleine égalité et la reconnaissance des droits nationaux collectifs. Exiger l'égalité sur des questions telles que la terre, l'immigration et les emblèmes nationaux est perçu comme une négation des principes constitutionnels d'Israël, car cela porte atteinte à la définition du pays en tant qu'État juif. Le Premier ministre Yair Lapid a récemment énoncé ce principe, en déclarant : « *Vingt pour cent de la population sont des Arabes. Nous pouvons et devons leur accorder l'égalité civile... En revanche, nous ne leur donnerons pas l'égalité nationale, car Israël est le seul État dont disposent les Juifs.* » Les citoyens palestiniens qui choisissent de participer au processus électoral n'ont d'autre choix que d'entrer sur le terrain politique les mains liées. Les partis qui les représentent n'ont pas le droit de remettre en question les principes fondamentaux du régime qui les dépouille et les opprime. Ils ne peuvent pas essayer d'abolir les lois et les dispositifs qui leur portent préjudice et qui sont considérés comme des caractéristiques de l'État juif. Ils ne peuvent pas lutter pour un principe démocratique fondamental : l'égalité totale pour tous ceux qui vivent sous le même régime. Ce sont des limites à la participation politique des seuls citoyens palestiniens. Peu importe ce qu'ils font ou comment ils votent : constitutionnellement, leur voix a moins de valeur.

B'Tselem

Version intégrale (en anglais) sur btsalem.org

Le 28 octobre, David DePape, 42 ans, a fait irruption au domicile de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, une Démocrate qui occupe le troisième poste le plus puissant des institutions US. L'intrus a crié « *Où est Nancy ?* » et a ensuite attaqué son mari Paul Pelosi, 82 ans, avec un marteau. La police locale est intervenue immédiatement, arrêtant DePape et l'inculpant de tentative d'homicide. Paul Pelosi a été emmené à l'hôpital où il a été opéré pour des blessures au crâne, au bras et à la main et il est actuellement en convalescence. Nancy Pelosi elle-même se trouvait à Washington au moment de l'agression.

« Une balle dans son putain de cerveau »

L'attaque semble avoir été motivée par les opinions de droite de DePape. DePape a écrit des centaines de messages sur Facebook et le forum 4chan pour attaquer les Juifs, les Noirs et les transsexuels, les médias et les Démocrates. Il affirmait que les vaccins Covid étaient mortels et soutenait le groupe conspirationniste QAnon. DePape semble également être dérangé et souffrir de déliries.

Quel que soit l'état mental de DePape, cette attaque s'inscrit dans un schéma de montée de la violence de droite. L'apogée de cette violence jusqu'à présent a été la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021, lorsque des milliers de partisans de Trump, menés par des milices d'extrême droite comme Oath Keepers et Proud Boys, ont envahi le Capitole pour empêcher le décompte et la certification du vote qui allaient faire

ÉTATS-UNIS Menaces de violences politiques à tous les étages

Aux États-Unis, on assiste à une montée des violences venues de la droite. À quelques exceptions près, les Républicains ne critiquent pas cette violence et l'approuvent parfois tacitement.

de Joseph Biden le président. Les émeutiers ont menacé de tuer le vice-président de l'époque, Mike Pence. Ils ont également traversé les bureaux du Congrès en criant « *Où est Nancy ?* ». L'un des émeutiers a déclaré à l'époque : « *Nous cherchions Nancy pour lui tirer une balle dans son putain de cerveau. Mais on ne l'a pas trouvée.* » Les élus progressistes du Congrès comme Ilhan Omar et Alexandria Ocasio-Cortez, qui sont des femmes racisées détestées par la droite, ont quant à elles reçu d'innombrables menaces de mort.

Projets de kidnappings, menaces de mort

En octobre 2020, le FBI a arrêté treize hommes d'une organisation paramilitaire appelée Wolverine Watchmen, pour avoir comploté en vue d'organiser l'enlèvement de la gouverneure du Michigan Gretchen Whitmer. Deux des hommes ont été reconnus coupables d'un plan visant à la kidnapper et à provoquer une insurrection nationale. Des fonctionnaires qui supervisent les élections dans les États ont été menacés parce que les résultats de leurs élections montraient que Biden avait battu l'ancien président Donald Trump en 2020. La secrétaire d'État de l'Arizona

et candidate démocrate au poste de gouverneur, Katie Hobbs, a reçu cette menace : « *Attention à TOUS les fonctionnaires corrompus et traîtres... Si vous, lèche-bottes, continuez à baisser l'intégrité des élections en Arizona... Je vous garantis que nous, le peuple, vous démettrons de vos fonctions... Nous vous trouverons sur le site Web des évaluateurs d'impôts... Vous vous souvenez de la révolution française de 1789 ?* »

Un message vocal à destination du procureur général de l'Arizona, Mark Brnovich, le 27 septembre 2021, disait : « *Quand nous viendrons te lyncher, espèce de fils de pute communiste menteur et stupide, tu te souviendras que tu as menti sur cette foutue Bible, espèce de merde. Vous allez mourir, espèce de merde. On va te pendre.* » Les agents électoraux sont également menacés. Dans le Vermont, un homme a dit à l'un d'entre eux : « *C'est peut-être le bon moment pour mettre un putain de pistolet dans ta putain de bouche et appuyer sur la gâchette.* » Il y a eu des centaines de menaces de ce genre.

Menaces sur les élections ?

Les Républicains mobilisent une armée de surveillants de bureaux de vote pour intimider

les électeurEs le 8 novembre. En réaction, en Floride, Od'Juan Whitfield, d'un groupe d'églises noires appelé Faith in Public Life, a déclaré : « *Nous envoyons des pasteurs sur les lieux de vote pour être des gardiens de la paix, pour nous assurer que si un électeur a des questions ou des inquiétudes, on puisse y répondre, parce que protéger et étendre notre liberté de vote et honorer la volonté du peuple est notre devoir moral.* » L'attaque contre Pelosi n'est que le dernier événement en date d'un schéma croissant de violence de droite visant principalement les Démocrates. À quelques exceptions près, les Républicains ne critiquent pas cette violence et l'approuvent parfois tacitement. La démocratie étatsunienne est très imparfaite ; les élections sont corrompues par l'argent et parfois biaisés par les mesures pour écarter du vote les Noirs en particulier. Cependant, elle reste encore une démocratie politique. Mais la marée montante de la violence politique pourrait, dans un avenir pas trop lointain, l'ébranler encore plus et ressusciter les violences du passé contre les Noirs et les gens de gauche, à moins qu'il n'y ait un front pour s'y opposer.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

RUSSIE Le Poutinisme, une nouvelle forme de fascisme ?

Nous publions un extrait d'un article de notre camarade Ilya Budraitskis, dans lequel il questionne la nature du régime de Poutine et son évolution vers un régime fasciste.



WIKIMEDIA COMMONS

De cette logique impériale découle inévitablement la position constamment antirévolutionnaire et antidémocratique de l'élite russe : les protestations et les soulèvements sont toujours contrôlés de l'extérieur par des puissances hostiles, qu'il s'agisse des manifestations de l'opposition russe en 2011, du printemps arabe ou de la révolution russe de 1917, que Poutine considère elle aussi comme le résultat d'activités de services de renseignements étrangers. On observe aisément qu'un tel schéma idéologique assimile les États à des individus qui, dans une société de marché, sont engagés dans une lutte mutuelle constante

pour le succès, la domination et la reconnaissance.

Politique étrangère et politique intérieure

La même loi naturelle régit les États, les communautés nationales et les vies humaines : soit vous affirmez votre droit existentiel au détriment d'un autre, soit vous devenez la victime de l'affirmation de ce droit par d'autres puissances. Dans la Russie de Poutine aujourd'hui, cette idéologie est définitivement passée de la rhétorique à la pratique, avec un pouvoir qui ne repose pas seulement sur les idées réactionnaires ou chauvines d'une partie de la société russe, mais sur la rationalité du

marché néolibéral qui y prévaut. Divisée en individus séparés et opposés, une telle société devient un ensemble obéissant entre les mains des élites, et accepte sa propre impuissance et son incapacité à agir de manière solidaire, le tout en conformité avec un destin historique supposé immuable et des lois quasi organiques qui régissent la vie sociale. L'invasion de l'Ukraine a fermement établi dans la Russie de Poutine un lien inextricable entre politique étrangère et politique intérieure, où l'une est la continuation inévitable de l'autre. La guerre a initié la transformation du régime russe en une forme qualitativement nouvelle : une dictature, dans laquelle toute expression publique qui diffère de la politique officielle est un crime, et toute tentative d'agir collectivement équivaut à une trahison de l'État-nation. Ce lien entre, d'une part, une atmosphère de peur et de subordination, et, d'autre part, le chauvinisme et l'agression impérialiste, ainsi que l'identification complète de la volonté de la nation avec les décisions du dirigeant autoritaire, ont amené beaucoup de gens, ces derniers mois, à comparer la Russie de Poutine — à mon avis, à juste titre — au fascisme.

Ilya Budraitskis, traduction J.S.

Lire l'intégralité de l'article (en anglais) sur <https://spectrejournal.com/putinism/>

SOUDAN

Pas de trêve contre le pouvoir militaire

Voilà près d'un an que le général Burhane et Mohamed Hamdan Dogolo dit « Hemidti », chef des paramilitaires de la Rapid Support Force (RSF), ont renversé le gouvernement civil issu de la révolution de 2019 qui avait mis à bas la dictature d'Omar al-Bashir. Leur objectif premier est de consolider leur position pour des raisons financières et d'immunité.

Les militaires accrochés au pouvoir
 Depuis l'arrivée au pouvoir d'al-Bashir par un coup d'État en 1989 en alliance avec les intégristes islamiques, la hiérarchie militaire s'est progressivement emparée des principales entreprises du pays. Les généraux détiennent des établissements bancaires, des industries agroalimentaires ou de construction. Quant à Hemidti, avec sa milice, il s'est emparé des principales mines aurifères du pays. Le gouvernement de transition issu de la révolution de 2019 avait commencé à prendre des mesures contre ces accaparements. C'est une des raisons ayant poussé les militaires à déposer l'autorité civile de la transition. Perdre le pouvoir, c'est aussi pour eux le risque de devoir répondre à un moment ou à un autre devant la justice, pour des décennies de corruption et de pillage économique, mais également pour d'autres méfaits extrêmement graves. Qu'il s'agisse de crimes contre l'humanité lors des guerres au Darfour et d'autres provinces du pays, ou des assassinats et des tortures de manifestants emprisonnés dans les geôles du pouvoir. L'enjeu est de taille pour les putschistes : obtenir

Le 25 octobre, date anniversaire de la fin brutale, au moyen d'un coup d'État, de la transition démocratique au Soudan, des milliers de manifestantEs sont descendus dans la rue contre le pouvoir des militaires. Alors que cette mobilisation exceptionnelle fragilise la junte, les chancelleries occidentales et les partis traditionnels soudanais tentent de trouver un accord avec les putschistes.



DR

un gouvernement civil qui serait chapeauté par un conseil militaire. Burhane et Hemidti peuvent bénéficier du soutien de quelques pays. L'Égypte qui voit d'un mauvais œil une démocratie s'installer à sa frontière, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) qui utilisent les troupes de la RSF pour leur guerre au Yémen contre les Houthis, et enfin la Russie qui espère installer une base militaire dans la ville stratégique de Port-Soudan.

La crise s'accélère
 La situation du pays ne cesse de se dégrader. Les agences de l'ONU estiment que près d'un tiers de la population, soit 15 millions de personnes, est en situation de crise alimentaire — soit une augmentation de 50 %. La moitié

des enfants du pays pourraient mourir de faim. Pour accaparer des mines d'or, le pouvoir n'hésite pas à instrumentaliser les conflits intercommunautaires. Les récents affrontements dans la région du Kordofan-ouest et du Nil bleu, qui ont fait plus d'une centaine de morts, poussent des milliers de personnes à rejoindre les camps de déplacés. Limogés après la révolution, les intégristes reviennent en force dans le pays depuis le coup d'État. Ils occupent des postes dans la haute administration et les entreprises publiques. L'ordre moral s'impose de nouveau, visant particulièrement les femmes et la jeunesse. Les jeunes filles non voilées ou simplement portant un pantalon peuvent être arrêtées. Une femme vient d'être condamnée à la lapidation

pour adultère. Les jeunes hommes qui ont les cheveux longs ou sont coiffés à la mode rasta sont emprisonnés et tondus.

Combativité maintenue
 Le 25 octobre, date anniversaire du coup d'État, a été l'occasion d'immenses manifestations contre la junte. Les mots d'ordre n'ont pas varié : un refus de tout compromis avec les militaires et l'exigence qu'ils retournent dans les casernes. Dans le même temps, suite aux événements meurtriers dans le Nil bleu, des collectes ont été organisées pour les victimes, et des slogans pour l'unité du pays et contre le racisme ont été repris. En sous-main, les États-Unis, aidés par l'Arabie saoudite et les EAU, tentent d'arracher un accord avec les vieux partis politiques sur la base de la proposition des militaires. C'est-à-dire de revenir au statu quo antérieur avec un gouvernement de civils aux marges de manœuvre limitées laissant le vrai pouvoir aux militaires. D'où l'importance de la structuration d'une opposition qui reste fidèle à la revendication d'un authentique gouvernement civil. Les comités de résistance, véritable épine dorsale de la lutte, avec leur charte du pouvoir populaire, proposent une vraie alternative politique à un accord de compromission avec les putschistes.

Paul Martial

GRANDE-BRETAGNE

Rishi Sunak : polarité sociale totale

Sunak, ex-ministre des Finances de Boris Johnson, fut autrefois gestionnaire de hedge funds (fonds spéculatifs) après être passé par la banque Goldman Sachs. Le hedge fund qu'il a lui-même créé en 2009, Theleme Partners, est enregistré aux îles Caïmans et, incidemment, est réputé détenir pour 500 000 livres d'investissement dans les laboratoires Moderna. On ne sut pas si — ni dans quelles proportions — Sunak tira avantage de cette position lorsque le gouvernement passa commande de cinq millions de doses au laboratoire qui venait de mettre au point son vaccin anti-Covid. Interpellé à ce propos au cours de l'année 2020, Sunak lui-même ne jugea pas opportun de faire la transparence sur ce sujet.

Un Premier ministre issu de l'oligarchie
 Akshata Murty, l'épouse de Rishi Sunak, dispose d'une part estimée à 690 millions de livres dans l'entreprise de services numériques Infosys, propriété du milliardaire indien Narayana Murty, son père. Les dividendes tirées de cette participation sont estimés à environ 11,5 millions de livres chaque année. À noter : fin 2021, Infosys annonçait avoir resserré

Rishi Sunak a récemment pris la succession de l'éphémère Liz Truss au poste de Premier ministre du Royaume-Uni. Bon accueil des « marchés » : rebond favorable de la livre sterling et stabilisation des obligations d'État britanniques. Salué pour son « sérieux », sa « compétence » et la « stabilité », donc, qu'il restaurera peut-être, il arrive au pouvoir désigné par les seuls parlementaires conservateurs.

ses relations avec le géant pétrolier Shell, avec un nouvel accord lucratif. Le nouveau Premier ministre « rassurant » de la cinquième puissance économique mondiale, arrivé au pouvoir sans le moindre mandat démocratique, est donc issu du secteur bancaire et des hedge funds, entretient des liens notables avec le secteur pétrolier (auquel il a offert d'amples « incitations » fiscales) par le biais de son épouse et de son beau-père, et le couple a derrière lui une histoire d'opacité et d'évitement fiscaux à large échelle.

Une crise sociale profonde
 On a une idée du contexte de crises dans lequel Sunak prend ses nouvelles fonctions. On voit cependant peu apparaître ceci : 14,5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté au Royaume-Uni (8,1 millions d'adultes en âge de travailler, 4,3 millions d'enfants, et 2,1 millions de retraités). La hausse des prix massive et la régression

continue des salaires, après plus de dix années d'austérité, signifient que 1,3 million de personnes devraient se retrouver en situation de pauvreté absolue en 2023, parmi lesquelles 500 000 enfants. Dans le prolongement de la l'accroissement rapide du nombre des banques alimentaires, en particulier depuis 2013-2014, et après avoir vu nombre d'écoles tenter de se substituer à des services sociaux défaillants, s'organise à présent un réseau inédit de « banques de chaleur » (warm banks) : des musées, des bibliothèques, prévoient l'accueil des personnes contraintes de renoncer à se chauffer à la maison. La question reste de savoir, pour nombre de ces bâtiments publics, comment leurs responsables parviendront à faire face à l'augmentation massive de leurs factures de chauffage et d'électricité.

Les grèves qui viennent
 Début août 2022, Sunak, dont la fortune s'élève à 730 millions de

livres, se flattait d'avoir réaffecté aux villes de classes moyennes du sud des fonds destinés aux quartiers pauvres des villes du nord du pays. Dans une polarité sociale maintenant parfaite, chacun de ces enfants peut incarner le prix du « sérieux », de la « compétence » et de la « stabilité » enfin de retour selon tant de commentateurs, non plus au service de l'oligarchie régnante, mais maintenant directement aux mains d'un de ses représentants. Quelques heures avant l'arrivée de Sunak à son poste, c'était au tour de 70 000 personnels du syndicat de l'enseignement supérieur (UCU) répartis dans 150 universités de voter la grève (à plus de 80 %). Le vote des 300 000 adhérentEs du Royal College of Nurses (RCN) est en cours jusqu'au 2 novembre. Même chose pour les 150 000 membres du syndicats des personnels des administrations gouvernementales (PCS, jusqu'au 7 novembre).

Thierry Labica

IRAN L'indispensable convergence des luttes

Les manifestations contre le régime islamique sont entrées dans leur sixième semaine. Elles sont essentiellement composées de femmes, d'étudiantEs, de lycéenEs, d'enseignantEs, de chômeurEs et de précaires.

Dans l'industrie, des grèves politiques ponctuelles ont eu lieu. Mais elles ne se sont pas transformées pour l'instant en grèves de longue durée, contrairement à ce qui se passe chez les enseignantEs et les étudiantEs. Il est difficile d'avoir des informations précises, car internet est coupé ou perturbé. Les dirigeants du régime surveillent les agissements de la classe ouvrière comme du lait sur le feu, et pour cause. Ils ont en mémoire le rôle qu'elle a joué pendant la révolution de 1979.

Une convergence ne s'étant pas toujours réalisée dans le passé
 Un décalage a toujours existé en Iran entre le rythme propre du mouvement ouvrier et celui du mouvement d'ensemble. — Au début de la révolution antimonarchique de 1979, les manifestantEs revendiquaient surtout la libération des prisonniers politiques mais pas le renversement du régime. Pendant longtemps, les salariéEs de l'industrie n'ont participé aux mobilisations qu'à titre individuel. Ils et elles n'ont agi en tant que classe qu'au bout de 14 mois en utilisant l'arme de la grève. Il en a résulté une grève générale qui a fait tomber le régime monarchique. — En 2009, deux mouvements ont eu lieu qui ne se sont jamais croisés. Le premier était constitué de grèves et autres actions revendicatives massives. Le second, reposant sur les « couches moyennes », avait jeté dans la rue deux millions de manifestantEs. Ce second mouvement était politique et entièrement sous l'influence de l'aile réformatrice du régime qui a tout fait pour séparer les deux mobilisations.



DR

Des expériences récentes porteuses d'espoir
 Ces dernières années, des convergences, ont eu lieu entre les grèves ouvrières et le monde étudiant, principalement à l'initiative des étudiantEs de gauche. Leur slogan « *Nous sommes les enfants des ouvriers et restons à leur côté* » a souvent résonné dans les grèves et manifestations de rue des salariéEs de l'industrie, par exemple à la sucrerie de Haft-Tapeh, à l'Acierie nationale, à Hepco (important fabricant d'engins de chantier). En mai 2021, les salariéEs du complexe de Haft-Tapeh ont imposé la re-nationalisation de leur usine, après deux longues années de lutte et des dizaines d'arrestations et licenciements. À l'été 2021, certains secteurs de l'industrie pétrolière ont organisé la plus grande grève de l'histoire de la République islamique avec plus de 100 000 grévistes répartis dans 15 provinces du sud de l'Iran. En quelques semaines, ce conflit revendicatif s'est transformé en grève politique. Ces deux exemples montrent la rapidité avec laquelle peuvent évoluer des luttes menées par des salariéEs, aguerris lors des longs conflits de ces dernières années. Cette fois-ci, la possibilité d'une convergence des luttes semble tout à fait plausible. Mais pour cela, il faudrait que les mouvements en cours se poursuivent pendant suffisamment de temps.

Behrooz Farahany
 NB : la version longue de cet article est disponible sur le site de Solidarité socialiste avec les travailleurs d'Iran (SSTI) : <http://www.iran-echo.com>
Une répression impitoyable contre les militants syndicaux. Trois responsables du syndicat VAHED des autobus de la région de Téhéran viennent d'être condamnés à six ans de prison. Deux syndicalistes enseignants ont écopé respectivement de quatre ans et demi, et trois ans et sept mois. Une partie de ces cinq militants étaient déjà incarcérés.



ENTRETIEN « ON SOUS-ESTIME LE TRAVAIL QU'ACCOMPLISSENT LES EXTRÊMES DROITES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE »

Entretien avec **Ugo Palheta**, qui a récemment publié « *la Nouvelle Internationale fasciste* » (éditions Textuel).

Le titre de ton livre est « *la Nouvelle Internationale fasciste* ». Dans quelle mesure peut-on parler d'une « internationale » des extrêmes droites ? Est-ce à dire qu'elles se coordonnent réellement internationalement ou juste que les mêmes causes provoquent les mêmes effets à l'échelle internationale ?

Il ne s'agit pas d'une internationale au sens des Internationales ouvrières (d'ailleurs elles-mêmes très diverses quant à leur degré de centralisation, leur homogénéité idéologique, la nature des organisations qui les composaient, etc.). Mais on n'a pas affaire simplement à la coexistence et à la montée simultanée d'extrêmes droites en réponse à des phénomènes similaires un peu partout. Il me semble que l'on sous-estime le travail qu'accomplissent les extrêmes droites à l'échelle internationale, souvent continentale et parfois mondiale, aussi bien dans l'entre-deux-guerres que dans les décennies d'après-guerre ou aujourd'hui. Il y a d'abord un travail d'ordre quasi pédagogique consistant à apprendre systématiquement des expériences d'autres forces (souvent dans les pays proches géographiquement et culturellement), des victoires comme des échecs. On trouve ensuite un travail de coordination politique entre organisations (par exemple dans le cadre de regroupements plus ou moins stabilisés comme au Parlement européen). On observe



Marine Le Pen et Vladimir Poutine, en mars 2017. WIKIMEDIA COMMONS

également un travail d'invention, de diffusion et d'imprégnation politico-culturelle qui implique des idéologues, des cénacles intellectuels, des médias, des « influenceurs », etc., et cela aux quatre coins du monde (c'est ce qui s'est joué par exemple, et se joue toujours dans une certaine mesure, dans le cadre de la dite « Nouvelle droite »). Cela peut paraître étrange mais, malgré les différentes formes d'exclusivisme qu'elles professent (ethno-différentialiste ou suprémaciste, peu importe), certaines franges des extrêmes droites se sont toujours caractérisées par une volonté d'internationaliser leur combat, pas seulement par la guerre et la prédation mais aussi par un travail en commun avec des militants, des organisations ou des mouvances d'autres pays, animées par un idéal partagé et transcendant les frontières.

Tu parles de « néofascisme » pour qualifier divers courants d'extrême droite dans le monde. Pourquoi le choix de ce terme ?

Pour l'essentiel la notion de « néofascisme » permet de souligner deux choses. Tout d'abord les formes de continuité avec le fascisme historique, là où tout le jeu des extrêmes droites — depuis des décennies, sinon depuis l'après-guerre — consiste à mimer la rupture avec l'héritage du fascisme. En particulier en Europe, une partie des extrêmes droites

contemporaines instrumentalise ainsi la lutte toujours nécessaire contre l'antisémitisme dans le seul but tactique de marquer une forme de rupture avec les formes passées prises par le fascisme (en particulier dans sa variété nazie), alors même qu'une partie de leurs cadres ont généralement été bercés et formés dans le moule idéologique de l'antisémitisme voire du négationnisme, et n'y ont rien trouvé à redire tant que cela leur paraissait utile (qu'on pense à Marine Le Pen ou Louis Aliot par exemple). Mais surtout ces extrêmes droites utilisent à l'égard des musulmanEs, des migrantEs, des RromEs et plus largement des minorités racialisées, quantité de tactiques idéologiques de stigmatisation, de diabolisation ou d'infériorisation qui ont été employées auparavant à l'encontre des JuifEs. La deuxième chose que l'emploi de la catégorie de « néofascisme » permet de souligner, c'est que le fascisme a eu besoin de se renouveler pour renaître. Il ne se présente pas aujourd'hui sous les mêmes traits que le fascisme historique, dont certaines caractéristiques fondamentales tenaient au double contexte très singulier de l'expérience absolument traumatique qu'avait constituée la Première Guerre mondiale, et de la brèche ouverte par la Révolution russe dans l'édifice capitaliste européen et mondial (et de sa force propulsive pour tous les mouvements qui voulaient rompre une fois pour toutes avec l'exploitation et l'oppression).

La dimension extrêmement brutale du fascisme « classique », avec ses milices armées, renvoie à ces coordonnées de l'époque : brutalisation des sociétés et hantise des possédants (grands ou petits). La situation est différente aujourd'hui : cela ne signifie pas que le néofascisme ne serait pas violent (il l'est, et bien davantage à l'échelle mondiale qu'on se l'imagine souvent), mais il ne passe généralement pas par la construction d'organisations paramilitaires de masse.

On lit et entend de plus en plus, et cela a encore été le cas avec l'arrivée de Giorgia Meloni en Italie, que lorsque l'extrême droite arrive au pouvoir, « ce n'est pas le fascisme ». Que réponds-tu à cela ?

Oui, ce n'est jamais le fascisme instantanément. Non seulement les fascistes ou néofascistes disposent seulement du pouvoir politique — parfois d'une fraction de ce pouvoir — lorsqu'ils gagnent une élection, et ils doivent bâtir des alliances avec des organisations qui représentent diverses fractions de la classe dominante (c'était évidemment déjà le cas dans l'entre-deux-guerres). Mais il y a surtout un aspect qui renvoie à ce que je viens de dire : parce que le néofascisme repose moins sur la force brute que le fascisme « classique », ou sur la guerre de mouvement au sens de Gramsci, il doit mener une bataille politico-culturelle de moyen voire long terme afin de bâtir le type d'État auquel les néofascistes aspirent. Si je devais dire les choses de manière quelque peu caricaturale, j'avancerais que les néofascistes tendent à étouffer progressivement leurs ennemis (les minorités et les mouvements d'émancipation, dont les révolutionnaires évidemment) là où les fascistes les éliminaient rapidement. Caricature parce que les fascistes de l'entre-deux-guerres n'ignoraient nullement la guerre de position, qui pouvait passer par le fait de laisser une certaine marge de liberté à des opposantEs (du moins pendant un temps) ; mais aussi parce que le néofascisme connaît aussi ses moments de guerre de mouvement où l'on réprime les opposantEs sans ménagement et où l'on assaille militairement l'adversaire (que l'on pense aux cas de la Russie, d'Israël ou de la Turquie). En tout cas, il y a toujours des combats sociaux et politiques à mener une fois les extrêmes droites au pouvoir : ils ne se trouvent pas immédiatement abolis ou réduits à la clandestinité. Mais il faut bien avoir conscience que, lorsque les néofascistes gouvernent, les luttes pour l'émancipation se déploient dans un contexte éminemment dégradé, où les pires ennemis de l'égalité disposent de moyens décuplés de diffuser leur venin, mais aussi de nous surveiller, réprimer, etc. Loin donc de la voie royale qu'imaginaient les stalinienEs autrefois (« *Après Hitler ce sera nous* »...).



RASSEMBLEMENT NATIONAL UN CONGRÈS POUR NE RIEN CHANGER?

Si Jean-Marie Le Pen — âgé de 94 ans — est écarté du FN devenu RN depuis 2015, ce n'est que récemment que sa fille Marine Le Pen s'est éloignée d'elle-même de la présidence du parti. Ce n'est toutefois pas un signe de résignation politique, bien au contraire. Depuis son score de 41,5 % au second tour de l'élection présidentielle de 2022, Marine Le Pen se sent confortée, encouragée, revigorée. Le doute ne l'habite guère. Mais depuis le succès du parti aux législatives de juin 2022, qui l'a vue entrer à l'Assemblée nationale avec 88 députéEs — un record historique, Marine Le Pen a fait le choix de mettre toutes ses forces sur le groupe parlementaire du RN. C'est là que les choses essentielles se passent, selon elle, attirée par la lumière médiatique qui entoure cette nouvelle tribune du RN qu'il a su vraiment occuper pour la première fois. Cela d'ailleurs au prix d'un certain recentrage du parti autour de ses fonctions parlementaires, qui pourrait se faire au détriment de sa présence extra-institutionnelle, même s'il est trop tôt pour le diagnostiquer avec certitude.

Bardella vs Aliot ?

Du coup, elle a fait le choix de laisser la présidence du parti durablement à d'autres. Deux candidats ont présenté leur candidature à sa succession, deux équipes s'affrontent. Si l'affrontement entre ces deux clans relève en bonne partie de la mise en scène et de la lutte pour les places entre personnes — sans profondeur idéologique, les dernières semaines les ont vus

Le prochain congrès du RN, prévu le 5 novembre, sera l'occasion d'un certain renouvellement symbolique à sa tête. Pour la première fois de son histoire (commencée en octobre 1972), à compter de cette date, le principal parti de l'extrême droite française n'aura plus un membre de la famille Le Pen officiellement à sa tête. Ce qui ne signifie pas pour autant un changement de ligne...



WIKIMEDIA COMMONS

mettre en avant quelques choix qui leur permettent de présenter des trajets alternatifs au public, pour réveiller un minimum de passion chez ce dernier. Si Jordan Bardella (27 ans), qui passe jusqu'ici pour le mieux placé, probable dauphin désigné de Marine Le Pen, évite d'utiliser les mots « *grand remplacement* », il n'est jamais très loin d'affirmer la prétendue réalité du concept. Il choisit simplement des synonymes pour le décrire. Quitte à enfreindre la ligne tracée par Marine Le Pen elle-même qui déclarait en 2014, dans le *Journal du dimanche*, que ce concept relevait trop de la théorie du complot pour être ouvertement

affirmé. Rappelons que le concept de « *grand remplacement* », popularisé dans la droite et l'extrême droite françaises d'abord par l'écrivain Renaud Camus, a surtout été repris activement par Éric Zemmour au cours de la campagne présidentielle 2022. Au contraire, ne serait-ce que pour des motifs tactiques, Louis Aliot, le maire de Perpignan âgé de 53 ans, est allé récemment jusqu'à affirmer que « *rien* » parmi les idées formulées par Éric Zemmour ne pouvait être soutenu par le RN. « Rien ». La formulation relève, bien évidemment, du show : le socle idéologique commun entre le RN et le zemmourisme est plus important



Jordan Bardella. WIKIMEDIA COMMONS

que ce qui sépare, d'abord pour des raisons tactiques, les deux formations (RN et « Reconquête! »). D'ailleurs, si Zemmour s'est également démarqué du RN par un penchant plus conservateur et libéral

en matière économique et un rejet de la démagogie sociale mise en avant par le RN — par strates et plus ou moins affirmée selon les périodes — à répétition depuis 1995, ce choix n'est pas trop pour déplaire à Aliot, qui a lui-même pris la ville de Perpignan, en 2020, en avançant sur une politique d'alliance avec la bourgeoisie de droite locale et les classes moyennes. La démagogie sociale dans le discours du RN étant traditionnellement nettement plus mise en avant dans ses zones d'ancrage des Hauts-de-France et en Lorraine que dans ce sud de la France où Aliot tient, désormais, la plus importante (numériquement) des municipalités RN.

Un « Bad Godesberg » à la droite de la droite ?

Surtout, si Zemmour apparaît comme un parangon de l'extrême droite tendance OAS et occidentaliste (à la différence de celle qui chercherait plutôt l'alliance avec tous les nationalismes qui se réveillent), ce n'est pas là, non plus, un point de distinction avec Aliot qui vient de s'illustrer par la décision de nommer une artère de la ville de Perpignan du nom de Pierre Sergent, ancien dirigeant OAS, aussi ancien député FN. Si Aliot se démarque ainsi verbalement d'Éric Zemmour, c'est ainsi avant tout le symbole d'une volonté de prendre ses distances avec des « marqueurs de radicalité ». D'autant plus qu'Aliot a

aussi proclamé, tout aussi symboliquement, sa volonté d'aller vers un « *Bad Godesberg* » à la droite de la droite, autrement dit un congrès de recentrage à l'image de celui du SPD allemand en 1959. Il y a également la question de l'antisémitisme. Aucun des grands courants à l'intérieur du RN ne s'en revendique explicitement et ouvertement. Mais toujours est-il qu'il a joué un rôle important dans l'histoire du parti — au cours de certaines périodes sous la direction de Jean-Marie Le Pen, il ne se dissimulait guère, et il inspire toujours ses franges complotistes. Mais l'un des clans qui se battent pour la direction du parti va plus loin, aujourd'hui, dans la mise à distance de cette idéologie qui connaît un ancrage ancien dans les milieux d'extrême droite. C'est ainsi qu'Aliot a invité, le 13 octobre 2022, les époux Serge et Beate Klarsfeld, deux personnes qui ont longtemps symbolisé la lutte contre l'antisémitisme et les anciens nazis, pour leur remettre une médaille à Perpignan. Si cela a suscité de forts débats dans les milieux juifs, cela fait aussi tousser certains milieux d'extrême droite, même s'ils ne peuvent l'affirmer trop fortement. Aliot est ici seulement égal à lui-même, puisqu'il avait affirmé à des journalistes, en 2014, que le soupçon d'antisémitisme constituait « *le seul verrou* » empêchant le RN de prendre la route du pouvoir...

Bertold du Ryon

ITALIE UN PROJET RÉACTIONNAIRE ET LIBÉRAL DE RESTAURATION CONSERVATRICE

Giorgia Meloni, leader du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia (« Frères d'Italie »), dirige le nouveau gouvernement italien en bénéficiant d'une forte majorité parlementaire, et cela malgré le fait que la coalition des droites n'ait obtenu que 44 % des voix. Elle est bien décidée à réaliser une véritable restauration conservatrice et identitaire en utilisant les pouvoirs politiques et institutionnels dont elle dispose.

C'est un gouvernement de médiocres, de réactionnaires et de post-fascistes déclarés, de personnages (11 sur 24) déjà présents dans les gouvernements précédents qui correspondent pour la plupart à la réalité politique, idéologique et matérielle de la droite, de cette « petite Italie » mesquine et petit-bourgeoise qui vient de loin mais qui est en même temps bien ancrée dans les dispositifs du pouvoir capitaliste, à la fois nationale et international. Le ministère de l'Économie a été confié à Giorgetti, de la Lega (la Ligue de Salvini), un homme de confiance des patrons du Nord ; l'Intérieur va à Piantadosi, qui a immédiatement fait donner des coups de matraque aux étudiantEs de l'université de Rome. La nomination d'Eugenia Roccella, ennemie jurée de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, au « ministère de la Famille, de la Natalité et de l'Égalité des chances », est une véritable déclaration de guerre adressée aux droits des femmes ; Marina Calderoni, conseillère des entreprises en matière de politiques du travail, devient quant à elle la nouvelle ministre du Travail ! Le leader de la Ligue,



Emmanuel Macron et Giorgia Meloni lors d'une rencontre à Rome le 23 octobre dernier. WIKIMEDIA COMMONS

Matteo Salvini, le persécuteur des migrantEs, est désormais le vice-président du gouvernement ; l'autre vice-président est Antonio Tajani de Forza Italia, un collaborateur de Berlusconi ; à la Justice, c'est Carlo Nordio, un magistrat conservateur élu sur les listes de Fratelli d'Italia. Meloni complète son chef-d'œuvre en nommant son alter ego, Guido Crosetto, président des industries militaires et spatiales et grand marchand d'armes, au poste de ministre de la Défense. Son autre homme de confiance, qui est son

beau-frère, Francesco Lollobrigida, hérite de l'Agriculture.

« Dieu, patrie, famille et entreprise »

Lors du débat parlementaire qui a précédé le vote de confiance au nouveau gouvernement, le leader du M5S (Mouvement 5 étoiles), Giuseppe Conte, a déclaré que le discours de Giorgia Meloni constituait un « *plan ambitieux de restauration identitaire de la société tant sur le terrain des droits civiques que sur celui du retour à des modèles sociaux réactionnaires*

exprimés par la triade "dieu patrie famille" ». C'est une affirmation vraie bien que réductrice car, dans le projet de la droite post-fasciste, on retrouve non seulement une grave attaque contre les droits civils mais aussi une menace contre les droits économiques et sociaux de la classe ouvrière. Une quatrième divinité doit être ajoutée à la triade : l'entreprise. Cette déesse impose la continuité totale avec les politiques économiques néolibérales, assurée par Giorgia Meloni elle-même, qui a précisé que les activités entrepreneuriales des patrons ne doivent pas être entravées et que la devise du gouvernement sera de « *ne pas déranger ceux qui veulent faire* ». La liste des mesures en faveur des capitalistes, soient-ils petits, moyens ou grands, est bien longue : de la « flat tax » aux réductions d'impôts et de cotisations en passant par la libéralisation de la circulation de l'argent liquide, ce qui ouvre la porte à l'évasion fiscale et à toutes sortes de fraudes. « *Liberté, liberté, liberté* », a récité Meloni ; elle aurait dû ajouter « d'exploiter ». Aucune attention, au contraire, pour les cinq millions de très pauvres, pour l'ampleur prise par

le chômage et la précarité, pour les bas salaires et les pensions décimées par l'inflation montée à 12%. En revanche, on propose les recettes du présidentielisme et de l'« autonomie différenciée » des régions qui rendront le système encore plus inégalitaire. Le rôle impérialiste de l'Italie se trouve confirmé, appuyé sur la présence de troupes italiennes dans de nombreux pays du monde pour défendre ses intérêts. Ce rôle est toutefois étroitement lié à la coalition impérialiste occidentale dirigée par les États-Unis, et le nouveau gouvernement assure une adhésion complète à l'Otan et un soutien total aux projets de réarmement. En continuité avec les valeurs du fascisme, on œuvre non seulement à un renforcement de la patrie mais aussi de la famille, notamment avec un soutien et une protection énergiques de la famille traditionnelle et « *un plan massif pour redécouvrir la beauté de la parentalité* ». Après une expérience inédite de trois ans de pandémie ayant fait 180 000 victimes et avec un système de santé national qui est en train de s'effondrer, le gouvernement n'avance aucun investissement en direction du secteur de la santé

et semble vouloir renoncer à toute mesure significative pour lutter contre une épidémie qui reste bien présente tandis que les processus de privatisation de l'hôpital public continuent de s'accélérer.

La tentative d'effacement de l'histoire et des luttes émancipatrices

Meloni procède à une reconstitution farfelue des redoutables années 1970, oubliant complètement les terribles attentats perpétrés par les fascistes pour arrêter la montée du mouvement ouvrier. Elle veut effacer l'histoire des grandes luttes sociales et démocratiques et faire disparaître la pensée anti-fasciste et les idéaux de liberté et d'égalité qui ont constitué un sens commun citoyen dans l'opinion publique italienne, une culture sociale et politique que les droites ont toujours haïe et combattue. Pendant des années, la classe dirigeante et les médias à la solde de ses intérêts ont essayé de faire oublier l'histoire des luttes sociales et ouvrières afin de les faire reculer et de vaincre le mouvement des travailleurEs ; en épousant les doctrines néolibérales, les forces de centre-gauche ont également contribué à réaliser ce dessein. Aujourd'hui, l'histoire exige de rendre des comptes face à la montée de l'extrême droite qui, bénéficiant d'un processus de banalisation, pense pouvoir réunir les conditions pour sa propre revanche : celle d'une restauration identitaire, « souverainiste » et nationaliste du pays. Il ne reste plus qu'à se battre jusqu'au bout contre ce gouvernement des patrons.

Franco Turigliatto

GENNEVILLIERS Geodis : troisième semaine de grève pour les salaires

À Gennevilliers, les salariéEs continuent la grève soutenue par la solidarité locale et l'écho médiatique pour de meilleurs salaires.

La grève entamée le 17 octobre¹ est toujours massive. La plateforme du port de Gennevilliers, stratégique pour la boîte, est toujours quasiment paralysée. La direction tente, sans beaucoup de succès, de délocaliser les colis à Limeil-Brévannes (94). La grève est reconduite chaque jour en AG, encouragée par la réussite du rassemblement du mardi 25 octobre et par la solidarité manifestée quotidiennement par des syndicats, salariéEs et habitantEs du coin, par des apports de boissons et denrées à la porte et des dons à la caisse de grève.



DR

Écho médiatique

Les grévistes sont aussi encouragéEs par l'écho médiatique : le *Parisien*, *Mediapart*, le *Monde*, *Libé*... Par exemple, le sous-titre du *Monde* : « Mouloud Sahraoui, délégué syndical CGT du site, déclarant "notre entreprise fait tellement de bénéfices : on demande juste qu'ils partagent avec ceux qui font le sale boulot" ». Macron lui-même a été interpellé sur cette grève lors sa dernière occupation de l'écran le mercredi 26. Olivier Besancenot avait appelé à la solidarité sur BFM le dimanche précédent en soulignant que cette grève et d'autres montrent que patronat et gouvernement n'en ont pas fini avec la question de l'augmentation des salaires.

« On n'attache pas ses chiens de garde avec des saucisses »

Question d'autant plus brûlante pour Geodis que l'entreprise fait d'énormes bénéfices, que des primes aux montants monstrueux sont versées à certains cadres, suivant l'adage : « on n'attache pas ses chiens de garde avec des saucisses » et que les salaires sont bloqués au niveau du SMIC. La presse bien pensante n'a pu refaire sa misérable opération de diversion sur les raffineurs qui seraient « trop bien payés ». La grève oblige la direction à bouger. Elle a proposé le 28 un accord sur Gennevilliers : augmentation supplémentaire de 3% pour 2022, le tarif pour 2023 étant renvoyé aux prochaines négociations annuelles obligatoires (NAO), et le versement fin novembre de la prime de 250 euros de fin d'année. Les grévistes ont voté la poursuite de la grève. Dans ce bras de fer, la solidarité doit continuer, notamment en alimentant la caisse de grève.

Correspondant

1 – Cf. *L'Anticapitaliste* n° 634.

Les chèques à l'ordre du syndicat Geodis Gennevilliers sont à envoyer à l'UL CGT Gennevilliers 3 rue Lamartine 92230.

29 octobre : la prise de la Bassine !

Manifestation interdite, circulation interdite dans un large périmètre, déploiement policier hors du commun... La préfète des Deux-Sèvres avait tout mis en place pour décourager le maximum de personnes de venir dire leur colère contre les méga-bassines le week-end des 29 et 30 octobre, dans le village de Sainte-Soline. Qu'à cela ne tienne !

Dès le début de la semaine, un camp du collectif s'est mis en place sur une champ privé, prêté par un agriculteur, ancien irrigant, désormais solidaire de la mobilisation. Depuis cette base, des centaines de personnes ont investi les lieux, jusqu'à vendredi 20 h, moment où fut enclenchée l'interdiction de déplacement.

« 1, 2, 3 : Bassines ! »

Le samedi matin, des milliers de personnes sont venues dans ce hameau du sud des Deux-Sèvres pour la manifestation, d'abord prévue à 10 h, puis reportée à 14 h à cause des barrages policiers qui ont largement ralenti la circulation. Dans les faits, la grande majorité des manifestantEs ont garé leurs véhicules à trois ou quatre kilomètres du lieu de rendez-vous, ce qui a engendré des marches de 30 à 60 minutes à l'aller et au retour, en plus de contrôles permanents pour les piétonEs. Certaines personnes ont même été refoulées, et ont reçu des amendes. Une équipe du NPA était présente, avec des militantEs des Deux-Sèvres, de la Vienne, de Charente, d'Indre-et-Loire, de Haute-Vienne, de Paris et de Gironde, dont notre camarade Philippe Poutou.

À 14 h, l'opération « 1, 2, 3 : Bassines ! » a été lancée. Objectif, lancer trois cortèges différents pour rejoindre la Bassine de Sainte-Soline (la plus grosse !) en travaux. Trois manifs, trois couleurs. Une blanche, une verte, une rouge. Nous avons suivi la rouge. C'est alors qu'un déploiement tactique s'est mis en place, entre un groupe allant au contact des CRS pendant que les autres passaient les barrages. Des centaines de grenades ont été jetées. Des gaz, des LBD et des grenades de désencerclement. Nous comptons de nombreux blesséEs,



@LESSOULEVEMENTS

dont certainEs gravement. C'est le cas du porte-parole du collectif, Julien Le Guet, qui a été matraqué à la tête. Mais malgré ça, la prise de la bassine a bien eu lieu ! Victoire ! Victoire symbolique bien entendu, mais victoire qui donne la pêche pour continuer le combat ! Ce qui frappait une fois de plus, ce sont les convergences : entre les générations, entre les organisations, entre les radicalités. S'il y a parfois une sensation de « côte-à-côte » plutôt que de mélange, dans les faits la mayonnaise prend.

Des actions pendant trois jours

Nous avons ensuite regagné le camp. Le champ peut légalement être occupé jusqu'en mai... à quelques kilomètres du lieu de la bassine en travaux. La journée du dimanche a été l'occasion de débats, de balades, de formations, notamment sur la thématique de l'eau, comme cela avait aussi été organisé à Angoulême en septembre. Ce fut aussi l'occasion

de discuter des suites de la lutte dans une AG rassemblant 150-200 personnes. Plusieurs actions ont été organisées le dimanche. D'abord en solidarité avec les personnes arrêtées et hospitalisées, à Ruffec et à Niort. Avec là encore un dispositif policier disproportionné. Mais aussi de façon concrète pour détruire les canalisations utilisées par les gros propriétaires afin d'irriguer les cultures intensives. Action là encore largement commentée, amenant Darmanin à qualifier les manifestantEs d'« écoterroristes »... Une honte, alors que nous avons vécu trois heures sous les bombes policières le 29... La lutte continuait encore le lundi avec une mobilisation devant le tribunal de Niort pour soutenir les personnes arrêtées. Comme d'habitude, avec des policiers partout, empêchant d'approcher des lieux. Un de nos camarades a pu participer et voir les militantEs menottés, traités comme des criminels. Heureusement il n'y a pas eu de préventive et un report est prévu...

Les violents sont du côté de la préfecture

L'action du week-end dernier a été hyper médiatisée, c'est pourquoi, face à la désinformation à l'œuvre, venue de certains journalistes, de la FNSEA, de politiques comme

le RN et Darmanin soutenant les flics, rappelons que les violents ne sont pas du côté des manifestantEs qui, face à l'interdiction du droit de manifester, ne font que résister ! Les violents sont du côté de la préfecture, des policiers et de celles et ceux qui nous mènent à la catastrophe écologique et sociale, en premier plan Macron et ses amis ! Les bassines ne sont pas une solution à la sécheresse, car pour les remplir il faut assécher les nappes, et donc les rivières, les mares. Elles servent une agriculture destructrice des sols, pour nourrir des animaux dans des fermes-usines, mêlant souffrances et malbouffe ! Donc un seul mot d'ordre : no bassaran !

Alexandre Raguet



RÉPRESSION Fin des poursuites contre Jean-Marc Rouillan

Arrêté en 1987, Jean-Marc Rouillan a passé 20 ans en prison. En décembre 2007, il a bénéficié d'un premier aménagement de peine en semi-liberté. Commence un périple de 15 ans, témoignant d'un véritable acharnement. Qui arrive enfin à son terme.

Après la libération de Jean-Marc Rouillan en 2007, les procédures à encontre se sont enchaînées : réincarcéré pour deux ans et demi en 2008 pour avoir déclaré qu'il n'avait pas de regret dans une interview donnée à *l'Express* ; condamné à nouveau en 2016 pour « apologie du terrorisme » à partir de propos tronqués et instrumentalisés par l'État ; et finalement menacé de réincarcération.



« La juge d'application des peines a décidé de fermer tous les dossiers »

Jean-Marc était ainsi convoqué, le 26 octobre, devant le tribunal de l'application des peines, à la demande du procureur antiterroriste. Celui-ci exigeait sa réincarcération avec révocation de son sursis. Mais, le 25 octobre au soir, nous avons reçu le communiqué suivant : « Dans l'après-midi [du 25 octobre], le parquet national antiterroriste, à 24 heures

de l'audience du tribunal de l'application des peines, a renoncé à la demande de réincarcération. L'audience est annulée. La juge d'application des peines a décidé de fermer tous les dossiers après 15 ans d'acharnement. L'État français reconnaît avoir été condamné par la Cour européenne des droits de l'homme ; à moyen terme, il va être obligé de revoir sa copie sur la loi sur l'apologie du terrorisme. C'est une victoire politique et juridique pour la liberté d'expression de toutes et tous et pas seulement de moi. Je vais continuer mon combat pour la liberté d'expression devant la Cour de cassation, pour le réexamen de cette peine et de ces conséquences. Merci à toutes et tous pour votre soutien et votre solidarité. » Une très bonne nouvelle ! J.S.

SAINT-MALO Une édition démesurée de la Route du Rhum... et très contestée !

La course transatlantique de voile en solitaire qui part tous les quatre ans depuis 1978 de Saint-Malo est cette année très contestée.

Quelques heures plus tôt, elles ont rejoint le rassemblement interpro devant le conseil départemental, banderoles déployées, et scandant « *Auxiliaires en colère, salaires de misère !* » Elles ne sont pas les seules en grève illimitée. Une délégation de l'entreprise pharmaceutique Cenexi raconte son combat pour l'augmentation des salaires, la production paralysée par des grévistes tous ou presque ouvrierEs de production, et la direction qui ne veut rien céder — elle a quand même fini par lâcher 6% d'augmentation et le paiement de la moitié des jours de grève le lendemain ! D'autres prennent la parole : les agentEs de l'hôpital psychiatrique qui ont obtenu cinq embauches, suite à une occupation de locaux dans l'hôpital, ou les salariéEs du collège Val-de-Vire, menacé de fermeture — ils et elles ont fait exprès le déplacement depuis Vire, à 65 kilomètres. Le rassemblement devient cortège et prend la direction de l'agence Domidom, les auxiliaires, leurs banderoles et leurs slogans en tête. « *Vous n'êtes qu'une dizaine* », leur disait leur direction. « *Bougez pas, on va chercher du renfort* » avaient-elles répondu. Promesse tenue...

Jérémiades de la direction

La veille, la direction nationale a consenti à discuter... pour ne rien dire. En tout cas, rien de nature à faire cesser la grève. L'augmentation n'en est pas une : entre 5 et 70 euros de plus par mois selon la catégorie. C'est la réintroduction d'une grille salariale écabouillée par le Smic faute d'autre hausse des salaires. L'assurance de « prévoyance professionnelle » pour couvrir les conséquences d'un accident de

GRÈVE POUR LES SALAIRES

Domidom : échos du 10^e jour de « guerre »

« *Nous ça fait dix jours qu'on est en guerre* », s'exclame une gréviste au téléphone. « *En grève* », corrige sa voisine, qui ajoute : « *Beau lapsus...* ». Nous sommes au piquet de grève des auxiliaires de vie Domidom, devant le siège caennais de l'entreprise, ce jeudi 27 octobre.



Domidom devant le Conseil départemental du Calvados (14). NPA

travail serait payée à partir de janvier prochain... mais à 50 %. Les 50 % restants seraient à la charge des auxiliaires. Et au fait, pourquoi les cadres, eux, ont-ils déjà droit à une prévoyance payée à 100 % par Domidom ? Leur boulot serait-il plus utile que celui des auxiliaires ? Il semble que non, à

en juger par les jérémiades de la direction prétendant que la grève est en train de couler l'agence ! Mais il en faut plus pour les effrayer. Elles savent que la société a besoin d'elles, de leur travail. Les passantEs qui les encouragent, les militantEs qui les ont applaudies — nettement plus que les autres,

il nous a semblé... — et même les cadres qui refusent de lâcher plus qu'une aumône : tout le monde le sait. Il faut maintenant arracher ce qui reste en définitive la seule mesure de l'utilité sociale que notre société reconnaît : un salaire décent.

Correspondant

LYON Usine Montabert, parce que rien ne vaut une augmentation de salaire !

Les salariéEs de l'usine lyonnaise de Montabert montrent qu'en se mobilisant il est possible de d'obtenir des augmentations de salaire plutôt que des primes.

que les salariéEs demandent une augmentation de 200 euros en moyenne. Cette forme d'expression unifie les salariéEs autour de la revendication que les bureaucrates eux-mêmes sont forcés de défendre !

La moitié de l'usine arrête le travail

Une AG est convoquée dans chaque équipe le 24 octobre. La moitié de l'usine arrête le

travail et rejette en majorité la proposition de la direction : c'est une augmentation générale qui est réclamée. La direction plie et propose, en plus de la prime descendue à 500 euros, 2,5 % de hausse des salaires, mais sans montant minimum, ce qui ne fait que 50 euros pour les salariéEs les plus mal payés. Une nouvelle AG est réunie, la direction s'y pointe, avec des cadres qu'elle a envoyés pour

peser par leur vote. Malgré la pression, la consultation, organisée pour le coup à bulletins secrets, donne un nouveau rejet de la proposition patronale. Malheureusement, la majorité des salariéEs qui veut plus que 2,5 % d'augmentation n'est pas partante pour se lancer dans une grève à durée indéterminée, mais une démonstration de force a été faite, qui servira pour la suite...

Correspondante

Actif depuis une vingtaine d'années sur le pays malouin, notre courant politique n'a jamais été indifférent à la course nautique transatlantique la Route du Rhum qui relie tous les quatre ans Saint-Malo à la Guadeloupe. D'autant que depuis au moins deux éditions, cet événement sportif et festif a pris une ampleur considérable mettant en jeu une débauche d'énergies locales et de moyens financiers et techniques.

Gigantisme de la manifestation

À la fin de l'été, le comité avait décidé de mener campagne contre le gigantisme et le caractère déraisonnable qu'a pris cette manifestation. Plusieurs « chroniques du Rhum » ont été rédigées dans notre bulletin local *Rouge Émeraude*¹ sur ses aspects financiers, commerciaux et environnementaux, mais aussi sur la question

mémorielle. Le passé négrier des armateurs malouins et leur participation active à la traite esclavagiste transatlantique ne pouvant plus être occultés localement. Nous n'imaginions pas alors l'ampleur de la contestation locale et nationale qui s'est levée mêlant aux prises de position des associations environnementales², celles de professionnels de la voile³, celles de milieux locaux habituellement plus que modérés ainsi que celles de secteurs de gauche (LFI, coordination locale Le Monde d'après), le tout médiatisé par *le Canard enchaîné* et *le Monde*.

Impact écologique

Nous ne sommes rétifs ni à la voile ni à la fête, mais jusqu'au départ de la course le 6 novembre nous menons campagne. Nous dénonçons l'impact écologique de l'événement au moment où on nous

serine sur tous les tons l'obligation de sobriété énergétique et de protection de la diversité, et où la surconsommation d'eau potable fait peser une menace de coupures d'eau dans les semaines à venir. Nous dénonçons la privatisation des espaces publics de la ville, voire de la mer, permettant une marchandisation éhontée par des mercantis et profiteurs locaux, à laquelle s'ajoute un subventionnement public sans contrôle de l'organisateur OCSport. Nous réclamons que la communauté locale fasse la place qui s'impose, dans les activités patrimoniales, culturelles et éducatives, au crime contre l'humanité que fut cet indigne et raciste commerce du « bois d'ébène » sur lequel quelques dizaines d'armateurs et négociants malouins ont bâti aux 17^e et 18^e siècles leur fortune...



Si un quadrillage policier et militaire considérable a été mis en place en ville, les effectifs des soignantEs à l'hôpital sont demeurés, eux, très insuffisants pour faire face à l'afflux de patientEs que génère immanquablement un tel événement. De fait, les urgences hospitalières, déjà surchargées d'ordinaire, sont débordées. Une alerte « danger grave et imminent » a été lancée avec dépôt d'un préavis de grève illimitée à partir du 2 novembre à l'hôpital de Saint-Malo.

Comité NPA Pays malouin

- 1 – Retrouvez et téléchargez *Rouge Émeraude* : <http://www.anticapitaliste-35.org/-ROUGE-EMERAUDE-.html>
- 2 – France nature environnement Bretagne, AL LARK, Bretagne vivante, Eau et rivières de Bretagne, GEOCA, Viv'Armor Nature.
- 3 – L'Équipe, « notre sport-magnifique-doit-changer », 9 octobre 2022.

RÉPRESSION Faisons tomber les 3 mois de prison avec sursis : relaxe pour Gaël le 14 novembre !

Gaël passe en procès en appel le 14 novembre 2022. En première instance, le verdict avait été de 3 mois de prison avec sursis, avec un dossier monté de toutes pièces.

Deux cadres de La Défense-Neuilly accusent Gaël de « *vol de téléphone portable* » en 2018, lors de la longue grève des 150 factrices et facteurs du 92 déclenchée à la suite du licenciement de Gaël. Ces deux cadres tentaient d'empêcher Gaël et les grévistes d'entrer dans le bureau de poste de Neuilly. Pendant de longs mois, une bonne partie des cadres du 92 ont usé de tous les moyens pour tenter de les empêcher de s'adresser à leurs collègues et à la direction, jusqu'à casser le nez d'un gréviste. Les tribunaux ont néanmoins reconnu qu'il était légitime pour Gaël comme pour les grévistes d'intervenir dans les centres pour informer les collègues et y prendre la parole. Le comportement des deux cadres de La Défense qui faisaient barrage à l'entrée des grévistes et de Gaël dans le centre de Neuilly pour informer les collègues était donc illégal et surtout totalement illégitime !

Droit de grève piétiné

Une chose est claire : les accusations des deux cadres-voyous de La Défense-Neuilly sont fallacieuses. La vidéosurveillance, les très nombreux témoins présents en attestent : aucune violence de la part de Gaël. Ce qui dérange les cadres ce ne sont pas de prétendues violences, c'est la parole de Gaël et de son syndicat. Ils ne supportent pas qu'on remette en cause leurs « réorgs » et leur autorité.

En première instance, Gaël a été condamné par un juge qui a prononcé sa sentence le jour même du procès après 15 minutes de réflexion... sur la seule foi du témoignage de ces 2 cadres qui piétinaient le droit d'expression et le droit de grève !

Coutumiers des faux témoignages

Les cadres de La Poste sont pourtant coutumiers des faux témoignages. La Poste avait déjà essayé d'utiliser le chantage avec un collègue en CDD pour lui soutirer un témoignage mensonger accusant Gaël de vol de colis sous peine de licenciement et de perte de son logement. Ces méthodes n'étaient pas un accident de parcours : la pression sur des salariés précaires pour faire faire des faux témoignages a été à nouveau utilisée plus récemment dans les Yvelines¹.

Gagner la relaxe le 14 novembre

Une peine de prison même avec sursis pour Gaël le fragiliserait dans son activité militante. Telle une épée de Damoclès, la menace de prison serait un coup porté aux possibilités de résistance dans le 92. La relaxe serait au contraire un encouragement à la lutte à La Poste et au-delà. Voilà pourquoi nous appelons l'ensemble des postières et des postiers du 92 et au-delà, et toutes celles et ceux qui considèrent son activité militante et celle de notre syndicat comme utiles à venir à Versailles le 14 novembre pour gagner la relaxe !

Grand rassemblement le 14 novembre 2022, 12h, 5 rue Carnot, Versailles

Pour aider à maintenir le salaire de Gaël : chèque à l'ordre de « Les ami.e.s de Sud Poste 92 » à envoyer à Les ami.e.s de Sud Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes ou virement : IBAN FR76 42559100000802331417 622
1 – voir : <https://www.humanite.fr/social-eco/la-poste/revelations-la-poste-il-voulu-nous-licencier-sur-la-base-de-faux-temoignages>.

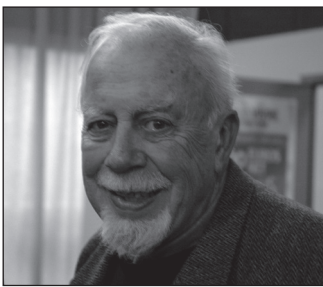
Les Nôtres**François Chesnais**

François Chesnais, né en 1934, est décédé à Paris le 28 octobre. Celles et ceux d'entre nous qui l'ont rencontré ces dernières années se souviennent certainement de son ouverture d'esprit conjugué avec de fermes convictions anticapitalistes et internationalistes. Autre souvenir : jusqu'à un âge fort avancé, il parcourait Paris en vélo.

Un marxiste à l'OCDE

Économiste reconnu, François Chesnais a longtemps conjugué un poste à l'OCDE, dont il fut écarté en 1992 à cause de ses positions politiques, et un militantisme au sein de l'OCI-PCI où il a eu l'occasion de fréquenter un certain Lionel Jospin. Il fut un observateur militant de la situation politique en Bolivie et en Argentine, puis au Brésil.

Il a adhéré à l'OCI au milieu des années 1960, a été membre de son Comité central et a participé un temps à la direction du secteur dont faisait partie la cellule de Renault Billancourt. Au titre de son travail à l'OCDE, il accomplissait de nombreuses missions comme économiste à l'étranger, en particulier en Espagne et en Amérique latine. La direction de l'OCI lui a alors demandé d'utiliser ces voyages pour, parallèlement et de façon bien sûr totalement cloisonnée, réaliser des missions politiques pour la construction de l'internationale. Membre de la Commission internationale de cette organisation, il en fut responsable pour l'Espagne et l'Amérique latine jusqu'en 1978. Il dirigeait ainsi la sous-commission Espagne et le travail politique dans ce pays, y établissant clandestinement de nombreux liens alors que dans le même temps, comme fonctionnaire économiste de haut niveau, il réalisait ses missions économiques. Dans le début des années 1980 des désaccords l'amèneront à rompre avec l'OCI (devenu PCI) et il militera dans le groupe de Stéphane Just, qui anime la revue « Combattre pour le socialisme-comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire ». Il sera amené à s'écarter de Stéphane Just à la fin des années 1980.



François Chesnais lors du congrès de fondation du NPA en février 2009. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Spécialiste de la mondialisation et de la financiarisation

Dans le cours de la remontée du mouvement social particulièrement marquée par la grande grève de décembre 1995, il sera l'un des principaux fondateurs et animateurs de la revue *Carré rouge* qui jouera un rôle important dans les années 2000, avec les intenses échanges qui ont marqué ces années pour une tentative de réarmement et regroupement politiques.

Il entama un rapprochement avec la LCR sans jamais y adhérer. À la fondation du NPA en 2009, François en a été membre, participant par sa réflexion à l'animation de son groupe de travail économique. Il resta proche du NPA.

Après avoir quitté l'OCDE, il devint professeur associé à l'université Paris-XIII. Il était membre du conseil scientifique d'Attac, et il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages portant sur la mondialisation et la financiarisation de l'économie capitaliste, l'analyse de l'envolée des dettes publiques et les réponses à y apporter, l'industrie d'armement... Ces dernières années, il était de plus en plus préoccupé par la question écologique et les transformations qu'elle induisait pour le projet socialiste.

À propos de la crise économique et financière mondiale de 2007-2008, il s'interrogeait dans un texte de 2017 : « *Peut-elle simplement être vue comme une "très grande crise" d'un capitalisme encore capable d'une nouvelle phase de croissance plus ou moins longue et forte, ou au contraire comme le point de départ du moment historique où le capitalisme rencontrerait des limites qu'il ne pourrait plus repousser ? L'une, attendant aux effets de l'automatisation [...]. L'autre, attendant à la destruction par la production capitaliste, des équilibres écosystémiques, notamment de la biosphère [...]* ». Et il ajoutait : « *La rencontre par le capitalisme de limites qu'il ne peut pas franchir ne signifie en aucune manière la fin de la domination politique et sociale de la bourgeoisie, encore moins sa mort, mais elle ouvre la perspective que celle-ci entraîne l'humanité dans la barbarie* ».

HW et JP

**Alain Valet, dit Bruno, dit Pépé**

Alain Valet nous a quittés. On l'appelait aussi Pépé du surnom que lui avaient donné nos enfants qui jouaient avec lui. C'était aussi Bruno pour la LCR. Il est parti par surprise alors que nous le savions malade, nous laissant désemparés.

Colère et conscience de classe

Il était malade de la cigarette, de l'amiante, des conditions de vie difficiles qui ont été les siennes depuis sa prime enfance. Sa mère décédée alors qu'il avait six ans, un père qui l'abandonne, il est élevé par une tante qui le garde jusqu'au certificat d'études. Après c'est le travail, et à 15 ans il est apprenti ajusteur mécanicien dans les usines de sidérurgie de Pompey. Puis les foyers de l'éducation surveillée, de jeunes travailleurs, dans la région parisienne où il fait de multiples boulots pour payer sa pension avant d'être incorporé pour 16 mois dans l'armée.

La colère est là. La conscience de classe aussi. Alors qu'il travaille au BHV à la maintenance, il participe à



toutes les manifestations de Mai 68, ayant la chance de travailler aux portes du Quartier latin, lieu de la révolte étudiante. Il participe au lancement de la grève sur le magasin, à son occupation. Il témoigne ainsi de la disponibilité de la jeunesse ouvrière à se mobiliser aux côtés des étudiantEs, ce que va combattre le PCF d'alors en organisant

la fracture, en dénonçant les « gauchistes Marcellin » (le ministre de l'Intérieur de l'époque) pour garder son hégémonie sur la classe ouvrière.

L'aventure Rotographie

Alain adhère à la Ligue communiste dans la foulée de 68 et ne l'a plus quittée. Il a été membre de la cellule de la Ligue du BHV,

probablement une des premières cellules d'entreprise, jusqu'à son licenciement en 1971.

C'est tout naturellement qu'il est de l'aventure du quotidien *Rouge* en 1975, à la maintenance technique de l'imprimerie Rotographie qui devint un peu son premier lieu de vie. Dans le même temps il milite à Saint-Denis, assurant entre autres l'intervention sur l'usine Jeumont Schneider de La Plaine, jusqu'à sa fermeture en 1987, avec toutes les usines de métallurgie de la Seine-Saint-Denis.

Dans les années 1980 il fit une formation de chaudronnier et travailla dans diverses entreprises où probablement il fut exposé à l'amiante et d'où il était systématiquement licencié.

Il revint travailler à Roto jusqu'à sa retraite et au-delà, dans le quartier Robespierre à Montreuil où il avait ses habitudes, comme à Saint-Denis où il a toujours vécu.

Le NPA salue ses proches, ses amiEs, ses camarades, Maria et Giulia et ses enfants.

JMB

Gironde**Fête du NPA33 : une journée pour la convergence des luttes et l'unité des révolutionnaires**

Samedi 22 octobre, plus de 180 personnes ont participé à la fête du NPA33 à Cenon près de Bordeaux.



DR

Les trois débats ont rassemblé entre 50 et 100 personnes, et même plus de 100 personnes pour celui avec Lutte ouvrière. Ils ont permis des échanges nombreux, de l'urgence climatique à la militarisation de la jeunesse.

LO avait accepté notre invitation à discuter de la faillite capitaliste et des tâches des révolutionnaires, faute d'une fête commune que nous leur avions proposée (ils tenaient la leur le dimanche précédent). Nous avons pu vérifier que nous partageons l'essentiel de l'analyse sur la nouvelle période du capitalisme, mais que nos vues divergent sur l'unité des révolutionnaires que les camarades de LO n'envisagent que comme la fusion de nos organisations.

La nécessité de créer un cadre de regroupement

Nous avons pour notre part développé en quoi la situation souligne la nécessité de créer un cadre de regroupement pour formuler ensemble un programme pour la révolution, une perspective révolutionnaire pour le monde du travail et la jeunesse. Il s'agit d'un pas important dans la discussion entre révolutionnaires, à laquelle ont aussi participé des camarades de Révolution permanente. L'allocation qui a suivi faite à deux voix, celles d'Isabelle Ufferte et de Philippe Poutou, a permis aux participantEs de prendre la mesure des deux orientations qui se discutent au sein du NPA.

Entre les animations musicales, les expos commentées, la

La journée de mobilisations et de grève, bien suivie à la SNCF, rendait les déplacements difficiles, ce dont nous ne pouvons d'ailleurs que nous réjouir. L'intervention s'est donc déroulée en visioconférence, comme pour exprimer le contexte des mobilisations du jour pour les salaires, le droit de grève et les services publics. Il a été rappelé que la lutte paye. La victoire des salariéEs de la T2C qui ont obtenu l'augmentation des salaires et l'embauche des personnels en est la preuve. Ainsi que celle des salariéEs de B&M (ex-Babou) qui, après deux jours de grève, ont remporté des augmentations de salaire. Ces luttes pour les salaires sont associées à d'autres combats, comme cette mobilisation, racontée dans le débat, pour empêcher la bétonisation de 2 hectares de vergers à Orcet.

Réunion-débat pour changer le système, pas le climat

Le 18 octobre, le NPA 63 organisait une réunion publique à Clermont-Ferrand sur le thème « Changeons le système, pas le climat ! » avec l'intervention de Christine Poupin.

Mesures d'urgence et société écosocialiste

Ensuite, Christine a montré l'actualité de la révolution à l'aune des bouleversements dus au réchauffement climatique, produit direct du système économique. Elle a énuméré quelques mesures d'urgence et a évoqué ce que seraient les prémices d'une société écosocialiste. Une vingtaine de personnes sont venues écouter l'intervenante et ont pu débattre de la place du

librairie alimentée par nos amis de La Brèche... et les petits et grands plats préparés par les camarades qui ont regalé tout le monde, chacunE a trouvé son bonheur.

La soirée s'est terminée par une lecture musicale sur la question des migrantEs, un texte de Erri De Luca, *Aller simple*, suivie d'un échange avec les artistes et, pour finir, une chorale révolutionnaire pleine d'enthousiasme.

Une fête qui a eu le souci de rassembler et de permettre à toutes les nuances du mouvement révolutionnaire qui le souhaitaient de débattre, de formuler leurs orientations et perspectives...

Correspondante

Puy-de-Dôme

féminisme et de celle du syndicalisme dans ce combat contre le système actuel.

Il est temps de rompre avec un système mortifère et d'amplifier les luttes et les convergences entre le social et l'écologie.

Le NPA sera présent aux côtés de toutes celles et ceux qui luttent pour un autre projet de société en rupture radicale avec le système capitaliste et productiviste.

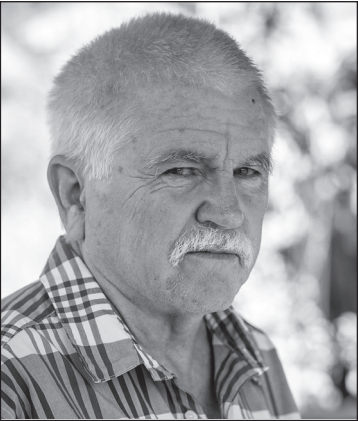
Correspondante

Disparition

À part *Karl Marx's Theory of Revolution* de Hal Draper et *The Theory of Revolution in the Young Marx* de Michael Löwy, tous deux indispensables, j'ai perdu tout intérêt pour les études sur Marx lorsqu'elles sont passées du débat sur les modes de production à des batailles microscopiques sur la forme de la valeur, le théorème marxien fondamental (« transformation problem ») et le rôle de la logique hégélienne dans *le Capital*. La « théorie » en général, à mesure qu'elle se déconnectait des batailles de la vie réelle et des grandes questions historiques, semblait prendre un tournant monstrueusement obscurantiste à la fin du [20^e] siècle. [...]

Un marxisme vivant

Au fil des ans, mon marxisme s'est rouillé, c'est le moins que l'on puisse dire. Mais il arrive un moment où tout vieil étudiant doit décider de renouveler ou non son permis de conduire. Et la lecture de *Marx for Our Times*² de Daniel Bensaïd, une réinterprétation spectaculairement imaginative qui se libère des chaînes talmudiques, a aiguisé mon appétit pour un regard neuf sur le « *Marx non linéaire* » que Bensaïd propose. La retraite de l'enseignement, puis une longue maladie m'ont finalement donné le loisir de parcourir les *Œuvres complètes* de Marx et Engels, désormais en anglais et,



dans une version pirate, disponibles gratuitement en ligne. Parmi les auteurs récents qui ont fait un usage brillant des *Œuvres complètes*, citons John Bellamy Foster, rédacteur en chef de la *Monthly Review*, qui a soigneusement reconstitué la puissante critique écologique du capitalisme faite par Marx — un sujet nouveau et passionnant, en particulier à la lumière du fétichisme de l'agriculture à grande échelle du socialisme ultérieur — et Erica Benner, et son travail inestimable sur les positions généralement déformés de Marx sur le nationalisme. Et à ce propos, le filon principal n'a guère été exploité : par exemple, les centaines de pages de commentaires acerbes de Marx et Engels sur les jeux profonds de la politique

Mike Davis

L'intellectuel étatsunien Mike Davis est décédé le 25 octobre. Géographe, historien, spécialiste de l'urbanisme, auteur, entre autres, de *City of Quartz*, du *Pire des mondes possibles* et de *Génocides tropicaux*, il était un marxiste convaincu et « ouvert ». Nous publions un extrait d'un texte de Mike Davis mis en ligne sur le site des éditions Verso à l'occasion de son décès¹, dans lequel il revient sur son regain d'intérêt pour le marxisme au début des années 2000.

européenne du 21^e siècle, en particulier la partie d'échecs géopolitique entre les empires britannique et russe, justifient clairement une nouvelle interprétation majeure.

« Marx et la conjoncture »

De même, il serait éclairant de comparer ses écrits théoriques sur l'économie politique avec ses analyses concrètes des crises économiques contemporaines telles que celles de 1857 et de 1866, des sujets habituellement relégués à des notes de bas de page. Plus généralement, je pense que « Marx et la conjoncture » devrait devenir le nouveau slogan des marxologues. [...]

L'idée, même si elle est difficile à accepter au départ, est que les socialistes, s'ils sont incomparablement armés par la critique du capitalisme

par Marx, ont aussi quelque chose à apprendre de la critique de Marx. Je dis « critique de Marx » plutôt que « critiques de Marx » car, même dans le cas de ceux qui étaient de nobles figures révolutionnaires à part entière, comme Bakounine et Kropotkine, leurs déformations des idées de Marx ont été incroyables (tout comme ses calomnies à leur encontre). Le culte de Marx, précédé dans le mouvement ouvrier allemand par le culte de Lassalle, a honoré à juste titre une vie de dévouement presque sacrificiel à la libération humaine, mais il a fait ce que tous les cultes font — il a pétrifié sa pensée vivante et sa méthode critique.

1 – Extrait de *Old Gods, New Enigmas: Marx's Lost Theory*, publié en 2018 aux éditions Verso.
2 – Publié en 2002 aux éditions Verso.

Projection-débat



Il nous reste la colère, le 19 octobre à Avignon, en présence de Philippe Poutou

La projection du film le 19 octobre, en avant-première, au cinéma Utopia d'Avignon, cinéma d'art et d'essai bien connu dans le département, a été une réussite, avec 250 spectateurs, dont un bon nombre de jeunes. Le matin, Philippe avait été brièvement interviewé en direct sur les ondes de France Bleu Vaucluse, et la radio a fait un peu de publicité pour le film. Le film est un peu long (1h34), avec quelques passages qui n'apportent rien de très significatif mais les spectateurs sont restés attentifs jusqu'au bout. Philippe était en grande forme et les échanges avec la salle, et les deux réalisateurEs Jamila Jendari et Nicolas Beirmaert, ont duré plus d'une heure.

Bientôt le festival de Cannes 2023 ?

Philippe a répondu à des questions fort diverses : la crise du syndicalisme, le mouvement des Gilets jaunes à Bordeaux, le recul de la conscience de classe, la résignation chez certainEs salariéEs, la nécessité du « toutEs ensemble », le devenir des syndicalistes de l'équipe CGT qui a mené le combat durant plus de dix ans, et sa propre reconversion.

De son point de vue, au-delà des manifestations, des opérations coup de poing et de la médiatisation, ce sont les moments de doute, les difficultés rencontrées par les syndicalistes, qui présentent le plus d'intérêt.

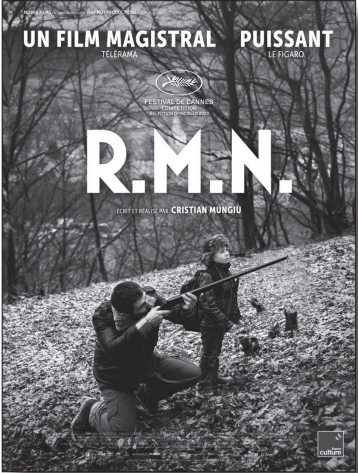
À la fin du débat, répondant à une question sur la diffusion du film (en salles le 7 décembre), Philippe a provoqué un rire général en annonçant que le film sera à coup sûr primé aux Césars et sélectionné pour le festival de Cannes 2023.

Le lendemain matin, Philippe était présent sur le lieu d'un rassemblement devant le siège du bailleur social Vallis Habitat (dernier bailleur public du département), absorbé récemment par plus gros que lui, avec en ligne de mire une augmentation des loyers de 2,8% en temps d'inflation galopante, et également avec des interrogations quant à l'avenir de près de 300 salariéEs qui ont un statut de fonctionnaires territoriaux. L'accueil a été très bon, avec des échanges avec des membres de la Confédération nationale du logement, des militantEs de la CGT et de la FI.

Ce passage à Avignon a été aussi très apprécié par les militantEs du NPA-Vaucluse.

Il nous reste la colère, de Jamila Jendari et Nicolas Beirmaert. Sortie en salles le 7 décembre.

Cinéma



RMN est le sigle en roumain d'IRM (l'imagerie par résonance magnétique), soit un scanner. Un des personnages du film en manipule souvent un (celui de son père) mais ce titre renvoie aussi au projet de ce nouveau film de Cristian Mungiu : radiographier la maladie morale qui ravage un village de Transylvanie, région de l'ouest de la Roumanie. Depuis des siècles, sa population est multiethnique : on y parle surtout le hongrois (minoritaires en Roumanie, les hungarophones sont les plus nombreux dans le village), puis le roumain, moins l'allemand. Chacun suit aussi les offices religieux dans son église et sa langue. Il n'y a pas de roms : ils ont été virés et on n'aime pas trop les habitants du village d'à côté.

Déchaînement raciste

La mine est fermée. Restent un peu d'exploitation forestière et surtout une prospère boulangerie industrielle qui a du mal à recruter : beaucoup d'habitants du village sont partis travailler en Europe de l'Ouest, et puis la boulangerie paye au salaire minimum qui est très bas. Dans l'Union européenne, les travailleurs roumains se heurtent souvent au mépris mais cela ne va pas empêcher le racisme latent de se déchaîner dans le village.

R.M.N., de Cristian Mungiu

Film roumain, 2h05 min, sorti le 19 octobre 2022.

Matthias revient précipitamment d'Allemagne, où il travaillait dans un abattoir, après avoir cogné son chef qui l'avait traité de « *sale Gitan* ». Il n'est pas vraiment le bienvenu chez lui. Sa femme, qui élève seule leur fils, tient à garder ses distances. Il veut renouer avec Csilla, son ancienne maîtresse, qui est la numéro 2 de la boulangerie industrielle. Comme les offres d'emplois de l'usine sont dédaignées par les villageois, Csilla et sa patronne font appel, en respectant les procédures légales, à de la main-d'œuvre étrangère, trois Sri-Lankais parlant l'anglais. La réaction de la communauté villageoise est rapidement négative : ils touchent le pain que les Roumains vont manger, ils peuvent importer des maladies, ils sont peut-être des

musulmans donc potentiellement des terroristes, etc. La température monte vite : les Sri-Lankais sont expulsés de leur logement, le maire et les religieux refusent de désavouer les habitants.

« Tout est parti d'un incident bien réel »

Au cours d'une réunion épique organisée par la mairie, tout le contexte remonte à la surface : les bas salaires de la boulangerie (qui ne paye les heures supplémentaires que depuis une date récente), l'Union européenne et ses préoccupations écologiques alors qu'ils veulent du travail, le mépris des autres Européens... mais il faut quand même que les touristes continuent de venir. À un moment, les habitants sont presque

près d'en venir aux mains entre romanophones et hungarophones. Un film intéressant, bien joué (et un peu pollué par une intrigue amoureuse sans grand intérêt). S'y entremêlent toutes les langues du village, plus l'anglais des Sri-Lankais... et le français du représentant d'une ONG chargé par l'Union européenne de recenser les ours. Comme l'explique Cristian Mugiu : « *Tout est parti d'un incident bien réel survenu en Transylvanie en 2020. J'ai été frappé comme beaucoup par le fait que ce type d'incident xénophobe survenait au cœur d'une minorité. On aurait pu penser qu'une minorité, justement parce qu'elle est une minorité, aurait davantage de sympathie à l'égard d'une autre minorité, mais c'était l'inverse qui s'était produit* ». **Henri Wilno**

Cinéma

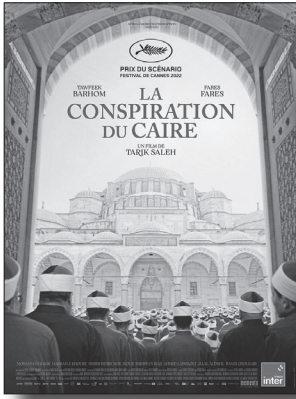
La conspiration du Caire, de Tarik Saleh

Film suédois, 1h59 min, sorti le 26 octobre 2022.

Adam, jeune fils d'un pêcheur, est admis à l'université el-Azhar au Caire, centre essentiel de l'Islam sunnite. Persuadé de pénétrer dans un lieu de piété, il se rend assez vite compte que certains prennent des libertés avec les règles morales tandis que s'expriment de façon plus ou moins ouverte différentes interprétations de l'islam parfois en lien avec des positionnements politiques.

Conflits et conspirations

Brusquement, meurt le grand iman d'el-Azhar. Conflits et conspirations se déchainent pour influencer sa succession. Adam va peu à peu découvrir que la conspiration essentielle est celle de la police politique qui, entre autres, va le manipuler : il est en effet hors de question pour le régime d'accepter que le nouvel iman ne soit pas un soutien de la politique du maréchal Sissi.



Dans l'enceinte de l'université tourbillonnent les cohortes d'étudiants en coiffe rouge et blanche. Tandis que dans la ville qui l'entoure sont omniprésents les portraits du maréchal président. La police politique, elle-même déchirée par des conflits et ambitions surveillance, manipule et tue sans aucun scrupule. Le film de Tarik Saleh, réalisateur suédois d'origine égyptienne, a obtenu le prix du scénario au festival de Cannes.

Inutile de préciser qu'il n'a pu tourner en Égypte : il s'est cette fois rabattu sur la Turquie alors que son film précédent, *Le Caire confidentiel*, qui s'attaquait au lien entre corruption et pouvoir d'État, avait été réalisé au Maroc. Tarik Saleh réalise un thriller politico-religieux aux rebondissements multiples servi notamment par l'acteur stupéfiant qui incarne l'inspecteur Ibrahim. **HW**

Une féministe révolutionnaire à l'atelier

Entretien. Après la publication en 2018 du livre « L'Envers de Flins », **Fabienne Lauret**, ouvrière établie à Renault Flins à partir de 1972, s'est lancée dans une prolongation sous forme de BD.



Avec le scénario tiré du livre, les dessins, cette BD est une œuvre collective. Comment vous en est venue l'idée, comment l'avez-vous construite ?

Étonnamment c'est venu très vite à la première présentation publique du livre le 10 février 2018 à la librairie La Nouvelle Réserve (Limag 78) : Philippe Guillaume, que je ne connaissais pas, emballé par le livre, est venu me proposer, en tant que scénariste de BD historiques et engagées, de l'adapter ensemble en BD. Surprise et n'y connaissant pas grand-chose mais curieuse de nature, j'ai vite accepté cette aventure qui s'est révélée passionnante, prenante et très enrichissante ! Un autre libraire indépendant nous a mis en contact avec la jeune Elena Vieillard, illustratrice, dont des membres de la famille avaient travaillé et milité chez Renault.

Grâce aux connaissances de Philippe, nous avons trouvé un éditeur de BD, « la Boîte à bulles » en ayant un accord écrit de Syllepse, l'éditeur du livre, tout en gardant le titre initial (inversé). Dès 2019 le plan puis le synopsis très précis fut élaboré, mais il a fallu faire des choix parfois difficiles : passer des 300 pages du livre (notre boussole) à 130 pages de BD + 15 pages de volet documentaire — et respecter la demande de l'éditeur pour un récit plus personnel, tout en insérant un important passage inédit sur deux voyages militants en Pologne en 1980 et 1981.

Nous avons ensuite travaillé avec Philippe tous les mardis, à Mantes-la-Jolie, pour fournir entre deux et trois pages à Elena avec des indications écrites précises pour chaque case : le contexte, les dialogues et aussi les images ou les photos dont elle pouvait s'inspirer. Son dessin assez vif et dynamique, pas forcément réaliste pour les portraits, mais recherché pour le reste, nous a plu ! Notre travail a été ralenti notamment pendant la période du Covid, les vacances ou certains autres impératifs personnels. Le travail de corrections et de finalisation par Zoom avec l'éditeur a été très dense et très pointu, et le résultat final est chouette ! Il semble que la BD touche aussi un autre public, plus jeune, moins militant que pour le livre, de fait aussi relancé !

Pourquoi le « dialogue » avec les moutons ?

Il y a un passage dans le livre sur les moutons blancs ou bruns, remplaçant les jardiniers pour tondre des pelouses de l'usine. Philippe a eu la bonne idée de les introduire de temps en temps dans la BD comme des personnages naïfs me posant des questions qui pourraient aussi traverser l'esprit des lecteurs et lectrices. Ils peuvent être aussi un symbole d'une partie des salariéEs soumis au

patron mais s'interrogeant sur leur sort et prêts parfois à se rebeller en sortant du rang de la soumission. Les moutons bruns ou noirs seraient plus rebelles, ce sont mes préférés !

« Établie », féministe, révolutionnaire, antiraciste, syndicaliste, quelle dimension te paraît la plus importante ?

De fait, je ne me suis pas sentie longtemps « établie », comme une pièce rapportée extérieure, mais assez vite comme ayant intégré cette usine tel un pays qu'on adopte et qui devient le nôtre : à 22 ans, ma position sociale pouvait facilement et naturellement être ouvrière syndicaliste révolutionnaire, d'autant que j'avais déjà en moi le féminisme et l'antiracisme. L'important est donc cette cohérence à mon avis indispensable, sur tous les fronts — ne pas oublier l'écologie déjà présente ! — contre le système exploiteur et destructeur qu'impose le capitalisme et son allié le patriarcat.

Même si tout ne fut pas « rouge » tout le temps, ton parcours semble se dérouler dans un autre monde, une tout autre époque. Tout est-il si lointain ?

Le récit s'étale sur plus de 40 ans d'engagement où les causes des luttes n'ont pas vraiment changé sur le fond, même s'il y a eu quelques avancées mais sans cesse remises en cause, que ce soit au niveau national ou plus local, lutte des classes oblige ! Le tournant des années 1980, avec la déferlante de la mondialisation néolibérale, avait déjà changé la donne. Certes, le droit à l'avortement a été obtenu, mais il est toujours menacé, les inégalités salariales persistent ainsi que les violences sexistes, les 35 heures de travail hebdomadaires sont sans cesse dévoyées, la précarité a explosé, le travail du samedi est redevenu quasi obligatoire, le travail à la chaîne ou très parcellisé n'a pas totalement disparu même s'il est plus robotisé ou externalisé, le racisme et les idées fascistes fluctuent selon la tension économique et politique.

La modernisation de Renault est aussi une façade, une vitrine qui cache les reculs sur les statuts salariaux avec la prégnance des contrats précaires, les salaires moindres, les temps de trajet aussi longs. La baisse des effectifs passant de 22000 salariéEs en 1972 à 3000 aujourd'hui a certes entraîné une disparition des grands conflits sociaux faisant la une dans les années 1980 ou 1990, mais il y a toujours quelques résistances locales dans les ateliers.

Alors je comprends que ça puisse apparaître à certainEs comme une autre époque, un autre monde. En 1968, même si on faisait référence à 1936 qui nous semblait très lointain, comme une vieille page d'histoire sociale, il y avait un lien évident. Pour ma part — et pour bien d'autres — ce n'est si lointain, car j'ai tout dans la tête et dans le cœur. L'exploitation capitaliste même « modernisée » est toujours là et les raisons ne manquent pas de s'y opposer au quotidien et de vouloir la renverser un jour !

Dans les présentations du livre et de la BD, qu'est-ce qui interpelle le plus le public ?

Pour le livre, il y a quatre ans, le public était souvent plus engagé, militant, syndicaliste, souvent un peu plus âgé. Comme c'était l'année des 50 ans de 1968, la question d'un long établissement en usine interpellait vraiment. Aux présentations, je préparais des extraits marquants du livre, choisis selon le public prévu, pour animer — parfois avec des copines lectrices — et relancer le débat : le premier jour à l'atelier de couture, ma première grève, le machisme « ordinaire », une grève marquante, le racisme à l'entreprise. Pour la BD, avec Philippe mon co-auteur, nous rencontrons plus de jeunes : c'est souvent la découverte concrète du travail dans une grande usine qui étonne et aussi la résistance quotidienne au machisme ambiant. Le public est souvent plus jeune, assez féminin et féministe, et n'ayant

pas forcément les mêmes références historiques (1968, le syndicalisme, les grandes grèves, le Comité d'établissement). On a aussi des questions sur le travail (énorme !) d'adaptation du livre en BD. Le dessin d'Elena plait mais nous n'avons pas encore pu le présenter avec elle. Raconter tout ce parcours d'une autre façon, plus ramassée et ludique que le livre, nous paraît être une contribution utile pour la mémoire des luttes ouvrières et féministes.

Et si c'était à refaire ?

Si j'avais 21 ans aujourd'hui, je ne crois pas, d'autant que l'usine est quasi moribonde et puis ce n'est pas la même période d'engagement de l'après 68, même s'il paraît que quelques jeunes militantEs s'établissent, peut-être plutôt dans les services que dans les usines ? En tout cas, à 72 ans, je n'ai absolument aucun regret d'avoir vécu tout cela, d'avoir participé à toutes ces luttes, d'avoir découvert et aimé des personnes formidables, qui m'ont soutenue lors du terrible harcèlement moral au CE. Et surtout j'y ai rencontré en 1980 mon compagnon Jamaà et nous avons un fils ! Les luttes ne manquent pas où je peux m'investir : avec mon syndicat Solidaires 78, un groupe féministe local et sa chorale, l'antiracisme et le soutien aux sans-papiers, des combats écologiques, encore un peu dans l'altermondialisme. Et depuis quelque temps, je me suis rapprochée d'un courant communiste libertaire qui entretient ma réflexion politique en plus des journaux du NPA !

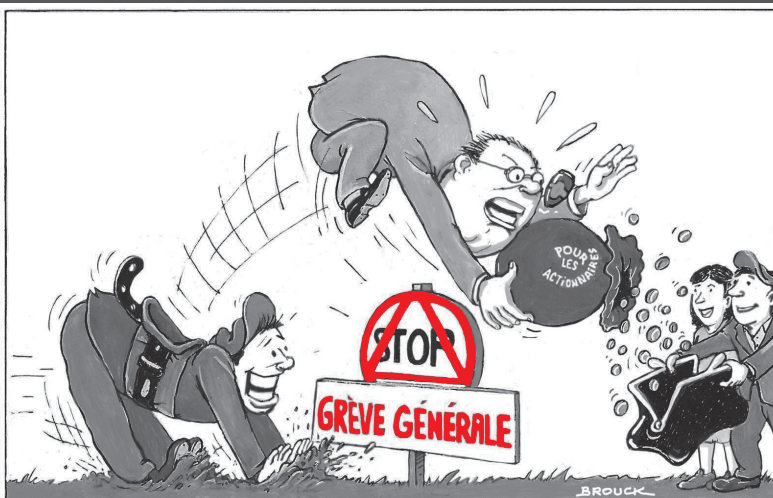
Propos recueillis par Robert Pelletier

L'Envers de Flins, éditions Syllepse, 300 pages, 15 euros.

Une féministe révolutionnaire à l'atelier, éditions la Boîte à bulles, 144 pages, 19 euros.

Fabienne Lauret présentera l'ouvrage à la librairie La Brèche (27, rue Taine, Paris 12^e, métro Daumesnil) le jeudi 8 décembre à 19h. Pour les autres présentations, voir le site de la Boîte aux bulles (la-boite-a-bulles.com), rubrique « événements ».

L'image de la semaine



Vu ailleurs

DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, PLUS D'ARGENT POUR LES HOMMES QUE POUR LES FEMMES. Elles représentent la majorité de la population étudiante (53 % des 18-24 ans). Pourtant, les femmes voient les dépenses qui leur sont consacrées dans l'enseignement supérieur inférieures de 18 % à celles allouées aux hommes. En moyenne, les hommes de 21 à 24 ans qui sont ou ont été étudiants ont bénéficié d'un montant cumulé de 25 000 euros contre 20 500 euros pour les femmes. Une note de la doctorante en économie Cécile Bonneau [...] étudie les ressorts de ces inégalités. « Ces disparités ne s'expliquent pas par des durées d'études différentes mais par des choix d'orientation différenciés en termes de filières et de spécialités disciplinaires », expose l'Institut des Politiques publiques dans un communiqué.

Prenant racine dès le plus jeune âge, les stéréotypes de genre infléchissent le parcours scolaire et universitaire des femmes. Elles restent « largement sous-représentées dans certaines filières et disciplines » : moins de 40 % des effectifs des grandes écoles, des classes prépas (CPGE), des Instituts universitaires de technologie (IUT) et seulement un cinquième dans les formations universitaires en maths, ingénierie ou informatique. À l'inverse, 89 % des inscrits dans les formations paramédicales (infirmière, éducatrice spécialisée, orthophoniste...) sont des femmes et 67 à 72 % des effectifs en littérature, arts, langues, sciences sociales et droit sont féminins. Une répartition que la réforme du lycée de 2019 menée par l'ancien ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer risque de continuer à accentuer. [...]

Dans le supérieur, les filières et disciplines largement dominées par les hommes « bénéficient des ressources (taux d'encadrement et volumes horaires notamment) les plus élevées », en d'autres termes sont plus coûteuses, créant ce déséquilibre genré. [...]

Révélatrices d'un système d'enseignement n'ouvrant toujours pas suffisamment le champ des possibles aux filles, ces inégalités de dépenses d'enseignement supérieur pourraient aussi « contribuer à la perpétuation des inégalités entre les femmes et les hommes sur le marché du travail ». Cécile Bonneau souligne que le coût des formations « est fortement corrélé avec leur rendement salarial ». Elle appelle à « accroître la part des femmes dans les filières sélectives et les disciplines scientifiques » mais aussi à diminuer les écarts de coûts entre formations sélectives et non sélectives, « particulièrement prononcés en France ».

Marlène Thomas, « Enseignement supérieur : les dépenses consacrées aux femmes inférieures à celles allouées aux hommes », liberation.fr, 28 octobre 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM				
Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		☐ 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org